HAL open science

L'économie et la société russes après le choc de 1998 : rupture ou enlisement ?

Yves Zlotowski

To cite this version:

Yves Zlotowski. L'économie et la société russes après le choc de 1998 : rupture ou enlisement ?. Les Études du CERI, 1999, 51, pp.1-37. hal-03458393

HAL Id: hal-03458393

https://sciencespo.hal.science/hal-03458393v1

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Les Études du CERI
N° 51 - mars 1999

L'économie et la société russes après le choc d'août 1998 : rupture ou enlisement ?

Yves Zlotowski

Centre d'études et de recherches internationales
Fondation nationale des sciences politiques

L'économie et la société russe après le choc d'août 1998 : rupture ou enlisement ?

Yves Zlotowski

Le 17 août 1998, les autorités russes annoncent un défaut sur la dette intérieure, un moratoire sur les transactions bancaires en devises et une dévaluation de fait. Cette décision signifie la fin de la politique de stabilisation lancée depuis la mi–1995 et un retrait brutal de la Russie des marchés financiers. Elle déclenche une onde de choc qui a un impact inattendu sur les marchés, en partie parce que les observateurs s'étonnent de l'écroulement financier d'une économie soutenue à bout de bras par les institutions internationales. La réaction de la société russe est moins vive. Un mouvement de protestation à l'échelle nationale (événement rarissime) éclate en octobre 1998, et s'avère être un relatif échec. Malgré une crise financière dont les conséquences n'avaient pas été anticipées par ses acteurs – les plus spectaculaires sont un secteur bancaire exsangue et une nouvelle spoliation des déposants – la société russe est secouée, mais pas bouleversée.

C'est moins l'épisode financier en tant que tel qui nous intéresse ici que la logique et la signification de la crise financière replacée dans la continuité de l'économie politique de la transition russe. «Une crise qui dure dans une économie qui fonctionne » : tel est le paradoxe russe. Mais peut-être doit-on envisager la Russie comme un système autonome spécifique, qui renvoie à une nature économique inédite. La crise financière apparaît alors comme une production logique de ce système.

Nous ne revenons pas sur le thème du relâchement de la discipline de paiement dans l'économie russe, que nous avons étudié par ailleurs[1], et qui est sans nul doute l'origine principale de la crise d'août. Il n'est pas étonnant que les impayés, devenus un véritable mode de fonctionnement dans l'économie impliquant au premier chef l'Etat, aient en quelque sorte contaminé l'endettement international de la Russie. Les impayés et la démonétarisation des échanges en général sont pour nous l'expression la plus visible du système économique russe né de la transition. L'objectif de cette étude est de mettre à l'épreuve de la crise d'août une grille de lecture positive sur le système économique russe. Comment l'économie russe sort-elle de cette crise ?

[1]Zlotowski Y. (1998)

Comment le choc financier redistribue-t-il les cartes d'un jeu économique et social aux logiques spécifiques ?

Nous proposons d'essayer d'abord de décrire le système économique né de la transition, et donc de sortir de la vision étroitement normative – dire ce que la Russie n'est pas : ce n'est pas une économie de marché, pas une démocratie libérale, pas un Etat de droit – pour tenter de reconstruire ce château de cartes. Deux écueils rendent la tâche difficile : d'une part, les instruments dont dispose l'économiste sont adaptés pour décrire les fonctionnements d'une économie de marché ou d'une économie centralement planifiée. Aussi a-t-on tendance à décrypter la réalité russe par rapport à ces modèles et à la dénaturer puisque, dans sa diversité et son désordre, elle ne correspond à aucun des deux. La deuxième difficulté tient moins à ces grilles de lecture théoriques qu'aux préoccupations d'ordre éthique qui égarent souvent l'observateur de la Russie. Combien d'articles ont fustigé la corruption et l'inefficacité, les prédateurs oligarques[2], le capitalisme de bandits ou de copinages (comme l'appelle Michel Camdessus). Non que ces invectives soient injustifiées, mais juger empêche souvent de comprendre. Certes, la justice sociale ne caractérise pas l'économie russe, qui est à la fois « malpropre » et logique, mais il existe dans les économies mafieuses des régulations, des règles, des lois strictes, des pactes stabilisants entre individus.

Ce sont ces logiques à l'œuvre qui nous intéressent.

Nous tenterons, dans la seconde partie, de confronter des cas concrets à cette grille de lecture, et d'observer chez certains des acteurs essentiels de ce « système » (les banques, les régions, la capitale Moscou, l'Etat fédéral), leur renforcement, leur affaiblissement ou leur capacité d'adaptation après le choc d'août. Les conséquences de la crise sont différentes selon les acteurs économiques et sociaux envisagés, mais globalement, sauf sursaut politique peu probable étant donné les faibles capacités d'action dont dispose actuellement l'Etat fédéral russe, l'enlisement risque de prévaloir. Nous formulerons dans cette seconde partie des hypothèses à l'intérieur d'une grille de lecture générale, qui ne prétendent aucunement à l'exhaustivité. Encore une fois, nous n'étudierons pas ici la logique-même de la crise financière, à laquelle nous consacrons d'autres travaux[3]. Il s'agit d'envisager le système économique dont la crise est sans nul doute le produit, et de mesurer l'onde de choc sur ce système qui semble plier mais ne pas rompre.

[2]Le terme d'*oligarque* désigne les banquiers qui ont, progressivement, bâti des empires industriels et financiers et qui ont soutenu Boris Eltsine lors des élections présidentielles de juin-juillet 1996. Certains d'entre eux, V. Potanine et B. Berezovski, ont par la suite eu accès à des postes au gouvernement.

[3]Sgard J. et Zlotowski Y. (1999a) et (1999b)

1 – Une économie sans Etat ?

S'il est un acteur qui sort particulièrement atteint par la faillite d'août, c'est bien l'Etat fédéral. On peut en effet analyser les décisions du 17 août comme la sanction d'un échec fondamental de la constitution d'un Etat libéral, qui aurait dû, selon le vœu des réformateurs, se substituer à l'Etat soviétique. Mais la crise de l'Etat fédéral pose un problème d'analyse. On a pour habitude de décrire la Russie comme un chaos sans Etat et donc sans règles. L'histoire de la transition montre au contraire que l'Etat a bien été présent. L'échec de la stabilisation est beaucoup plus que celui d'une politique économique mal conduite. L'Etat russe de 1992 à 1998 a agi de manière contradictoire, en tentant de réconcilier des objectifs incompatibles, mais il n'a pas été absent.

Reprenons ici l'analyse de l'échec de la stabilisation : on peut dire que le fait de négliger les réformes structurelles qui auraient rendu à terme cette stabilisation soutenable a agi comme un boomerang, et l'a détruite. Si on compare la politique monétaire de la thérapie de choc polonaise de 1990, et la politique conduite à la mi-1995 en Russie, on s'aperçoit qu'elles sont presque identiques. Les mêmes instruments et canaux de transmission sont mobilisés. Pourquoi alors ce qui semble avoir donné des résultats positifs en Pologne[4] a-t-il échoué en Russie ?

Dans un ouvrage dressant un bilan des transitions en Europe de l'Est[5], J. Sgard essaie d'analyser le succès de la Pologne : la reprise de la croissance dès 1992 n'est-elle pas la preuve de la supériorité de la thérapie de choc ? Indéniablement, à condition de bien s'entendre sur ce que signifie concrètement la conduite d'une thérapie de choc réussie, car la politique menée en Pologne au début des années quatre-vingt-dix se démarque sur un point essentiel de celle menée en Russie en 1995. Dans bien des domaines, *un contrôle direct de l'Etat sur les transactions a été nécessaire*, sans que, durant la période initiale de la transition, les autorités polonaises fassent confiance aux ajustements spontanés qui résultaient plus ou moins immédiatement d'incitations bien orientées.

Il serait en effet très superficiel de ne retenir de l'expérience polonaise de 1990 que l'ancrage du zloty, le relèvement des taux d'intérêt et l'ouverture extérieure. Comprenant que son intervention était indissociable de la politique monétaire restrictive, l'Etat est intervenu directement sur le marché du crédit en imposant aux agents économiques les nouvelles règles de validation sociale. J. Sgard (1997,pp. 88-89) écrit : « Le ministère des Finances polonais a commencé par demander aux banques commerciales publiques de ne plus accorder de nouveaux prêts aux entreprises insolvables, au-delà de la couverture des intérêts payés. [...] Pour valider la menace d'un licenciement immédiat en cas d'indiscipline, on a aussi imposé aux directeurs de ces banques de soumettre toutes les semaines les listings complets des

[4]La reprise s'est affirmée en Pologne dès 1992.

[5]Sgard J. (1997).

nouveaux crédits, lesquels ont été systématiquement contrôlés, pendant plus de deux ans, ligne à ligne ». L'auteur explique également que les programmes de recapitalisation bancaire – argent frais apporté par l'Etat au capital des banques – étaient étroitement dépendants de négociations entre les banques récipiendaires et les sociétés clientes et endettées. Ces négociations avaient pour objet la définition et l'application de vastes programmes de restructuration industrielle. Il analyse la manière dont la transition vers l'économie de marché se définit en premier lieu comme une reconstruction de la contrainte de solvabilité par la relation de crédit, reconstruction qui ne peut être assumée dans un premier temps que par une « chaîne à contenu partiellement hiérarchique » allant du ministère des Finances aux cadres opérationnels *via* les banques.

L'Etat a ainsi pris en charge pour une période déterminée la diffusion dans l'économie de la contrainte financière, en liant l'octroi d'un financement à la solvabilité de l'emprunteur. On voit que dans la période de transition – qui implique un changement des règles du jeu – l'Etat est obligé de prendre en charge de façon interventionniste ce changement de règles. Cela renvoie à la nature même du processus de transition : il y dans certaines réformes structurelles un aspect obligatoirement évolutif – c'est le cas du long processus des restructurations d'entreprises. Mais la transition impose aussi des ruptures qui touchent au mode de fonctionnement. Seul l'Etat est à même de prendre en charge ces ruptures et de les imposer aux acteurs. Encore faut-il évidemment que la société les accueille favorablement. Mais la transition n'est pas un phénomène spontané : réussie, elle est nécessairement guidée et imposée par l'Etat à une société qui a donné – peut-être temporairement – son accord.

Cette stratégie doit servir de cadre d'analyse à la situation russe : la stabilisation russe a échoué sur la question des impayés fiscaux. L'Etat fédéral a bien identifié quelles étaient les entreprises qui ne payaient pas leurs impôts, il a même changé à plusieurs reprises de stratégie quant aux sanctions à imposer aux mauvais payeurs. Mais jamais le gouvernement n'a sauté le pas de l'application de ces sanctions, maintes fois annoncées : l'Etat ne souhaitait pas imposer cette discipline de paiement, parce qu'elle impliquait des restructurations massives d'entreprises, restructurations qu'une majorité des acteurs économiques en Russie ne désirait pas.

L'Etat fédéral ne s'est pas contenté d'avoir un rôle ce frein :. Il est également un motyeur du « système ». Il a participé à la démonétarisation aussi bien indirectement que directement : il a garanti des schémas de trocs et de lettres de change, il a laissé se développer les dettes fiscales et a même encouragé le paiement des impôts par des moyens non monétaires. Il a enfin lui-même multiplié les impayés. Il serait donc réducteur de penser que l'Etat a tenté d'imposer des réformes libérales à une économie rétive, et de lire l'histoire de la transition comme cette lutte entre des ajustements dictés par le pouvoir central et les réticences des entités économiques et régionales.

Les aspirations à la transformation se sont toutefois traduites dans les faits : les autorités fédérales ont mené une politique monétaire rigoureuse à partir de 1995, elles ont fait payer à Gazprom ses impôts en 1997, elles ont eu raison de la résistance de la ville de Moscou hostile au principe de la réforme des charges communales mi-1997… Mais ces mêmes autorités fédérales ont à maintes reprises démissionné : dans l'épisode si controversé des prêts contre actions (de 1995), l'Etat russe a donné en gage à certaines banques des blocs d'actions. En échange, il a obtenu des crédits

dont le montant était fixé aux enchères. Cette opération a tourné à la mascarade, les banques amies du pouvoir devenant propriétaires de fleurons de l'industrie russe sans que les procédures répondent aux conditions de transparence minimales[6]… L'Etat fédéral semble mener des actions contradictoires, selon une logique qui ne se définit ni par la faiblesse, ni par un libéralisme aveugle.

La stratégie de l'Etat fédéral – disons de l'administration Eltsine – n'est compréhensible qui si l'on admet que le discours officiel ne décrit pas forcément la réalité d'une stratégie. L'Etat n'est pas absent de la transition russe mais ce n'est ni l'Etat soviétique qui planifie, ni l'Etat libéral qui joue les arbitres face aux intérêts privés. C'est un Etat qui est pris entre des objectifs contradictoires : celui qui consiste à préserver au mieux les entreprises des chocs de la restructuration, d'appliquer des réformes libérales quand cela est possible, de s'appuyer pour sa propre survie sur les pouvoirs économiques en constitution. Ce triptyque implicite rend compte des contradictions apparentes de l'Etat russe de 1992 à 1998. La figure de proue libérale Anatoly Tchoubaïs[7] est emblématique de ces contradictions : il est le plus grand défenseur de la privatisation « selon des critères de marché », ce qui ne l'a pas empêché de céder en 1995 des entreprises à l'Oneximbank selon des modalités de privatisation qui défient les règles élémentaires de la transparence. Ces trois objectifs donnent à la Russie son caractère hybride actuel qui ne se résume ni au capitalisme gangrené par la mafia et les oligarques, ni à une économie à peine désoviétisée.

La question des impôts est au cœur de ce tryptique : l'Etat fédéral met en place des institutions qui auront pour but de faire plier les mauvais payeurs (décrets et commissions d'urgence se multiplient), mais laisse certains acteurs ne pas s'acquitter de l'impôt, tant pour assurer son propre pouvoir que par peur des désordres sociaux que pourraient susciter les mesures de rétorsion que ce même Etat fédéral a annoncées !

2 – La dynamique de l'économie russe : survivants et prédateurs

Ces stratégies implicites et contradictoires de l'Etat correspondent aux aspirations sociales de la population. De même que la thérapie de choc polonaise a pu être lancée car les ruptures qu'elle incarnait étaient voulues par la population, les contradictions de l'Etat fédéral ne sont que celles de la société toute entière. En Russie, les acteurs économiques sont partagés entre la volonté de véritables changements et la peur de l'inconnu : on assiste à la fois à une volonté de rupture d'avec les normes soviétiques et à une recherche de *statu quo* dans les situations économiques et sociales. Comme l'écrivent Clifford G. Gaddy et Barry W. Ickes (1998) : « Durant ces six dernières années, les entreprises russes, surtout celles du secteur industriel, ont effectivement changé la manière dont elles fonctionnent, mais dans le but de se protéger du marché

[6] L'Oneximbank est devenue propriétaire de 38 % de l'entreprises Norilsk-Nickel et de 40 % de la firme pétrolière Surgutneftegaz. Elle a également pénétré le capital de Sidanko, par sa filiale Interos-Oil. La Banque Menatep est propriétaire de 45% du géant pétrolier Youkos.

[7] A. Tchoubaïs fut premier vice-Premier ministre et ministre des Finances du gouvernement Tchernomyrdine. Il est aujourd'hui à la tête du monopole de l'électricité UES.

plutôt que d'y participer. Ce qui a émergé en Russie est un nouveau type de système économique qui a ses propres règles et ses propres critères pour le succès et l'échec[8] ».

L'analyse de Gaddy et Ickes est stimulante mais peu convaincante. Ils partent de l'idée que les entreprises russes produisent toutes une valeur ajoutée négative, phénomène dont les statistiques ne tiennent pas compte, validant ainsi une économie virtuelle. Ce raisonnement, qui fonde la nature du système de transition sur les normes de production, ne tient pas compte des différences fondamentales existant entre les firmes : la demande et le prix du marché constituent bien les critères principaux des activités de certaines firmes du secteur agro-alimentaire ou même, entre autres, du secteur énergétique.

L'économie de marché repose sur des règles qui semblent aller de soi car elles sont communément admises par tous les acteurs économiques. La menace de sanctions à l'égard des entreprises qui ne remboursent pas leurs dettes est crédible : un impayé entraîne une probabilité non nulle d'être exclu du jeu du marché. Le système russe né de la transition a développé de nouvelles normes qui se sont substituées aux règles de l'économie centralement planifiée : l'entreprise doit exister quel que soit son état de solvabilité mais n'est plus assignée aux obligations de la planification qui dictaient les transactions entre entreprises. Dans les deux systèmes économiques, la sanction « sociale » de la vie d'une entreprise a pour fondement la production. La rentabilité domine dans le système de marché, la planification commande la production dans le système planifié. La transition d'un système à l'autre implique une rupture avec l'ancien système, rupture nécessairement prise en charge par l'autorité de l'Etat. Cela met en jeu des conceptions non spontanéistes du marché et c'est là une des grandes leçons des expériences de transition, que celles-ci aient réussi ou non. La transition n'est pas la création d'un monde sans règles, que les libéraux appellent souvent le jeu du marché : pour que le marché fonctionne de façon efficiente, le non-marché lui est nécessaire.

Plusieurs serpents de mer de la réforme russe correspondent précisément à cet enjeu de rupture : il y a des réformes institutionnelles qui rencontrent une résistance importante dans le corps économique et social russe, et pas uniquement en raison des « ajustements sociaux » qu'elles impliquent. Pour réguler le budget, les autorités ont annoncé depuis plusieurs années la création d'un système de Trésor Public[9] qui entraînerait un manque à gagner important pour les banques commerciales qui « gèrent » ces fonds publics. Cette mesure impliquerait donc un arrêt des accès privilégiés à la liquidité du système financier, accès privilégié qui s'apparente à une rente. Dans le même ordre d'idées, la Banque centrale et la Commission fédérale des titres se disputent, depuis bientôt deux ans, le rôle de dépositaire central des actionnaires, enjeu essentiel de la mise à plat des droits de propriété en Russie. Durant les premières phases des privatisations, l'absence de dépositaire central a favorisé des mécanismes de non-transparence de l'actionnariat qui permettent d'éviter tout raid d'outsider. Aujourd'hui encore, comme l'explique M. Mesnard, les directeurs contrôlent les registres d'actionnaires. Les instances de surveillance des marchés «

[8] Gaddy C.G. et Ickes B.W. (1998), p. 54.

[9] Celui-ci a même été mentionné comme priorité des réformes dans l'adresse du président Eltsine à la nation devant la Chambre basse et l'ensemble du gouvernement, le 6 mars 1997.

ont réclamé en vain que les registres des entreprises de plus de 1000 ou de 500 salariés soient détenus par des tiers indépendants »[10].

Le cas du dépositaire central permet de cerner les résistances qui sont à l'œuvre : il y a là un enjeu très symétrique de celui du droit des créanciers et de l'information financière microéconomique. De même qu'un impayé ne constitue pas une information fiable sur l'état de liquidité et de solvabilité d'une entreprise, de même les acteurs freinent l'émergence de l'information – c'est-à-dire le fait de la rendre publique – en ce qui concerne la distribution des droits de propriété. Comme le marché ne possède pas de mécanisme spontané de transparence, celle-ci doit être nécessairement assurée par une institution extérieure au marché. Le registre des actionnaires a donc forcément un statut de bien public (d'où la pertinence des débats : où doit-il se trouver ? A la commission fédérale des titres ou à la Banque centrale ?). En l'absence d'institutions capables d'imposer des pratiques visant à rendre l'information publique, les acteurs privatisent les règles.

Sans les institutions susceptibles de faire fonctionner ces règles, les « mécanismes de marché » sont inopérants. Mais sortir de cette position normative (« pour que le marché fonctionne, il faut que ») permet d'entrer dans la logique propre à l'économie russe et de montrer que freiner la création du dépositaire central correspond à un *véritable besoin social d'opacité*. Cela sert les objectifs de *statu quo* des acteurs qui souhaitent survivre aussi bien que ceux des prédateurs. Les uns ont peur de la transparence : elle pourrait donner lieu à l'arrivée de nouveaux actionnaires qui licencieraient, les autres utilisent cette opacité pour conserver leur fauteuil… La chaîne des acteurs est ainsi soudée par une forme inédite de solidarité.

En Russie aujourd'hui, les entreprises fonctionnent selon des critères disparates. C'est dans la survie d'entreprises qui ne sont pas solvables que le système exprime ses caractéristiques les plus spectaculaires. Des entreprises du secteur militaro-industriel se sont quasiment arrêtées de produire, ne paient plus leurs salariés, et s'apparentent à des usines fantômes. Elles existent pourtant. Si le droit des créanciers s'appliquait, elles disparaîtraient dans des procédures de faillites. Mais en Russie elles vivotent, notamment grâce à la démonétarisation des transactions (troc, lettre de change, impayés de toute sorte) qui leur permettent parfois d'opérer un minimum de transactions et de garder la tête hors de l'eau. Leur existence prolongée prouve que la solvabilité n'est pas le critère discriminant de survie ou de mort des entreprises.

Ces cas limites ne sont malgré tout pas la majorité, et toute une gamme se décline, des entreprises réellement performantes jusqu'aux catastrophes économiques.

3 – La Russie comme économie de rente

Nous souhaitons tout d'abord nous démarquer de la notion de rente telle qu'elle est définie par les économistes qui analysent la transition vers l'économie de marché. En ce qui concerne la Russie, le concept de rente est en général assimilé aux problèmes que pose une économie fondée sur les matières premières, souffrant de « la maladie hollandaise » (« *Dutch disease* »). L'idée est que les exportations de matières

[10] Mesnard M. (1999), p. 11.

premières ont un effet dépressif sur le secteur des produits manufacturés : entrainant une réévaluation du rouble, elles réduisent la compétitivité industrielle de la Russie, facteur potentiel de croissance.

A. Aslund et *alii* (1996) développent l'idée que la recherche de rente dans le processus de transition est à la source des retards de la libéralisation et des soubresauts de la stabilisation. Au cœur de ce processus, il y a tout d'abord la rente du pouvoir qui permet d'influencer la décision en termes de politique économique : « Au début des réformes post- communistes, le pouvoir relatif des groupes d'intérêt a donné un avantage certain aux anciennes élites. Or c'étaient les dirigeants des entreprises d'Etat qui étaient à ce moment-là, tant du point de vue économique que du point de vue politique, le groupe le plus fort »[11]. La recherche de la rente devient alors, dans cette perspective, la principale explication de l'inflation. Les directeurs d'entreprises ont en effet un intérêt direct à l'inflation, parce qu'elle réduit la valeur des dettes non indexées. Ils y ont également un intérêt indirect, puisqu'elle leur permet d'obtenir des crédits centralisés, qui constituent le principal moteur de l'inflation.

Dès lors, ce processus de « lobbyisation » de la politique économique permet d'expliquer comment, au début de la transition, l'inflation effective s'écarte de l'inflation « socialement optimale ». Les auteurs ajoutent qu'avec la démocratisation du processus politique, la surveillance de l'action des gouvernants se fait plus rigoureuse et que, sous son influence, la politique économique se modifie.

Dans la même logique, la lenteur de la libéralisation s'explique également par la recherche de la rente. Les accords et licences étant laissés à la discrétion des autorités, les restrictions à l'exportation en particulier permettent une réelle opacité qui profite aux entreprises bien implantées dans les réseaux gouvernementaux. Une autre source de rente est constituée par l'octroi de subventions directes du budget. Enfin, les différences de prix entre le marché interne et le marché international ont été l'occasion de profits importants : certaines entreprises ou maisons de commerce ont pu acheter des matières premières à bas prix sur le marché intérieur et les revendre à l'étranger.

Selon A. Aslund, la rente est une survivance de l'ancien système. Elle permet d'expliquer les résistances à la réforme, et notamment la raison pour laquelle la politique monétaire a été si longtemps contraire au principe de la désinflation.

Cette conception de la rente est insuffisante pour comprendre la crise d'aujourd'hui. Elle donne cependant une clé fondamentale : une grande partie des tensions du processus de transition s'expliquent par une logique d'appropriation du capital et de redistribution de la propriété. Que des groupes issus de l'ancienne nomenklatura aient souhaité, dans la nouvelle configuration, conserver des avantages acquis est une réalité incontournable. Tout le problème est que la transition russe s'est *réduite* à cette logique de la redistribution des biens existants, pas à leur transformation.

Une discussion a lieu notamment autour de la première vague de privatisations connue sous le nom de privatisation de masse. Son succès est souvent mesuré à l'aune de ses conséquences quantitatives impressionnantes : au début de l'année 1999, 74 % des entreprises appartiennent au secteur privé. La privatisation s'est faite cependant sans réelles restructurations. L'idée de départ d'A. Tchoubaïs était de rendre la propriété privée « irréversible ». Pour cela, il fallait exploiter les opportunité

[11]Aslund A., Boone P. et Johnson S. (1996) p. 253

offertes en 1992[12]. Mais le problème crucial de la restructuration du secteur productif a été différé, et le simple transfert de propriété au profit des *insiders* (des dirigeants d'entreprises en grande majorité) n'a pu y mener.

Tirant les leçons de cet échec, le gouvernement a par la suite souhaité instiller des *outsiders* dans le capital des entreprises à privatiser. Ceux-ci se sont généralement conduits comme des prédateurs vis-à-vis des actifs, qui leur ont avant tout fourni de la liquidité à court terme, et ils n'ont pas envisagé de restructurations, processus profitable seulement à long terme. Ce comportement qui consiste à « pressurer les actifs » fut typiquement celui des grandes banques comme l'Oneximbank ou la Menatep à l'égard des actifs industriels acquis à la suite de la procédure « prêts contre actions » lancée en 1995.

Le problème n'est pas tant que d'anciennes élites se soient crispées sur des rentes – crispation qui aurait bloqué le processus de transition – mais plutôt que le processus de transition n'ait été envisagé que comme une redistribution de la rente et non comme une rupture. Le principe de recherche de la rente est à notre sens une forme de culture économique dans laquelle les agents estiment qu'il est préférable de figer une situation acquise et existante plutôt que de la modifier.

Pour de nombreuses entreprises russes, la stratégie est de figer une situation acquise plutôt que de modifier par des ajustements réels la situation au sein d'un réseau. La volonté de maintenir un *statu quo* ne signifie pas que celui-ci se soit effectivement maintenu. Il explique des comportements d'adaptation face à des situations nouvelles.

Du côté des prédateurs, il faut différencier, comme le fait Jacques Sapir[13], deux types de rente : la première est usuelle et liée aux matières premières. En l'occurrence, on a vu se développer en Russie des couples d'entreprises, par exemple dans le secteur pétrolier, entre un trader qui avait accès aux marchés internationaux et des raffineries à bout de souffle qui acceptaient pour survivre des contrats léonins. Mais une rente « d'intermédiation » s'est également développée. Dans le cas le plus fréquent, une entreprise du secteur productif et une entreprise commerciale se lient. Par exemple, le directeur d'une usine fabriquant des biens de consommation crée au nom de son épouse une structure commerciale qui achète à prix de gros les dits biens (prix qui permettent tout juste à l'usine de survivre). Il les revend ensuite en tant que détaillant. Des entreprises se sont spécialisées dans la liquidation des biens issus des transactions de troc. Si une entreprise vient d'être payée en boulons, elle s'adresse à l'intermédiaire qui, par son jeu de réseau, peut écouler les boulons, en prélevant bien sûr une confortable commission.

Cette manière de survie peut être qualifiée d'artificielle et de formelle. La contraction du PIB observée depuis 1991 – la chute cumulée du PIB entre 1991 et 1998 s'élève à 72% selon le Goskomstat – constitue une forme d'ajustement du secteur réel, les productions à « valeur ajoutée négative » disparaissant. Il y aurait donc survie des entreprises, pas de leur production.

On peut objecter à cet argument que, si la crise de la production russe est bien un

[12] Les opportunités concernent le contexte politique de l'année 1992 : à la fin de l'année 1991, Egor Gaïdar est nommé Premier ministre par le président Eltsine et forme un gouvernement à orientation ouvertement libérale. En décembre 1992, avec l'échec des " réformes radicales ", il sera remplacé par une personnalité plus conservatrice, Viktor Tchernomyrdine.

[13] Sapir J. 1998

processus d'ajustement, elle n'en nourrit pas moins la crise institutionnelle que nous avons décrite. Car s'il s'agissait seulement d'un processus d'ajustement, pourquoi la récession durerait elle en Russie alors que, dans la plupart des économies en transition, la reprise de la production suit, dans un délai moyen de deux ans, la mise en place de la stabilisation ? Pourquoi l'ajustement ne va-t-il pas à son terme logique qui est la mort des entreprises « à valeur ajoutée négative » ?

La logique de survie que nous avons décrite n'a de sens que dans une économie en récession, c'est-à-dire lorsque les entreprises sont effectivement menacées. Le « système » s'organise autour d'entreprises « en survie artificielle », en « coma avancé », autant d'expressions souvent utilisées qui décrivent exactement la situation de certaines firmes russes. C'est cette précarité qui permet aux « survivants » de profiter de la situation. Ils ont intérêt à maintenir les entreprises dans un état qui se situe entre la bonne santé économique et la disparition pure et simple. Il y a alors collusion d'intérêts entre des entreprises qui tirent leur profit de la situation précaire des survivants, et de ces derniers qui n'ont que ces contrats léonins avec les prédateurs pour survivre. Cette collusion d'intérêts est le principe de perpétuation de la crise économique en Russie.

II – LES ACTEURS DE LA SOCIETE RUSSE APRES LE CHOC D'AOUT

Il est encore tôt pour mesurer l'impact de la crise d'août sur l'ensemble de la société, et cette étrange collusion qui est à la base de l'ordre économique russe. Nous proposons ici plutôt des hypothèses de travail à partir des conclusions générales exposées dans la partie précédente portant sur les spécificités de la transition russe. Comment les acteurs du système que nous avons décrit font-ils face à la crise ?

Prenons tout d'abord deux cas qui se situent aux antipodes socio-économiques : une ville de province possédant de nombreuses entreprises qui sont dans cette situation de survie si caractéristique, nous semble-t-il, de l'économie russe d'une part; et l'économie locale de la capitale Moscou, qui fait sans nul doute partie des « élus » de la transition, d'autre part. Nous étudierons ensuite à grands traits – et avec les rares données disponibles – quelques acteurs (pouvoirs régionaux, oligarques et ménages) de la société russe, en tentant de mesurer leur résistance à la crise actuelle.

1 – Rybinsk : une ville sinistrée face à la crise

Rybinsk compte 275 000 habitants et se situe dans l' *oblast* de Iaroslav (région entourant la ville), à 350 kilomètres au nord de Moscou. Ancienne ville fermée, dominée par le secteur militaro-industriel, Rybinsk possède à la fois des entreprises très sinistrées (par exemple l'usine de composants de matériel militaire Rybinskii Zavod Proborostrojenie, RZP) et une entreprise en bonne voie de restructuration (usine de moteurs d'avions de Rybinsk, AO Ribinskii Motoryi, RM). Nous avons interrogé des salariés de ces deux entreprises e, décembre 1998, autour de quatre thèmes : la situation générale de l'entreprise, les impayés de salaires, le chômage et la

consommation.

RZP est une société par actions, dominée par la direction de l'entreprise et les salariés. Sa situation est catastrophique depuis la fin des années quatre-vingt et elle n'a pas réussi à reconvertir sa production dans le civil. Une tentative de reconversion dans la production de compteurs électriques et de téléviseurs a échoué, faute d'être concurrentielle. RZP est le type d'entreprise qui a payé très cher l'écroulement de l'URSS et la fin de la planification : elle était habituée à recevoir des commandes directement de Moscou. La matière première à assembler provenait d'usines appartenant aux républiques aujourd'hui indépendantes comme l'Ukraine et la Biélorussie. La fin de l'URSS a brisé d'un seul coup les liaisons de production. Les difficultés sont donc survenues dès les débuts de la transition en 1991-1992 et l'arrêt des commandes a été brutal.

Au contraire, RM a pu redresser sa production en 1997-1998 grâce à de nouvelles commandes de la ville de Moscou et un accord avec General Electric. L'usine fabrique dorénavant un moteur diesel pour tracteurs et s'est globalement réorientée à hauteur de 90 % vers la production civile. Elle s'est diversifiée dans des domaines différents de sa production de départ : elle fabrique notamment des motoneiges et des couteaux. Ce redressement s'est accompagné d'un changement de la direction, piloté par le ministère de l'Economie. L'Etat est resté dominant : 37 % des actions appartiennent au fonds de la propriété d'Etat. Le nouveau directeur a imposé un style de management qui tranche avec les expériences précédentes : il a lancé une campagne interne contre « les ivrognes, les inutiles » et impose un resserrement de la discipline, notamment en ce qui concerne l'absentéisme, les retards et surtout le vol de matériel.

En ce qui concerne les effectifs, RZP est passé de 12 000 à 3 000 employés entre 1991 et 1996. Depuis 1996, il est devenu plus difficile de licencier, les procédures étant contrôlées de près par les partenaires sociaux. Le licenciement (*ouvolit* en russe) est rare, il suppose une faute grave et constitue un type de décision qui peut être pris sans concertation par la direction. Le licenciement pour motif économique (*sokrachenie*) est une procédure complexe qui ne peut se faire sans l'accord des syndicats et des services de l'emploi. Pour contourner ces difficultés, la direction a développé des formules de temps partiel, en général de un à deux jours de travail par semaine. Ces formes d'emploi ont été clairement perçues par les travailleurs comme des incitations au départ.

Le non-paiement des salaires a accompagné les réductions massives d'effectifs à RZP, bien plus que partout ailleurs en Russie et même que dans le reste de Rybinsk. Les premiers retards sont apparus en 1994. Il s'agissait alors de véritables délais de paiement (trois mois de salaires étaient versés d'un seul coup), qui se sont transformés en impayés à partir de 1996. Tous les six mois, 2,5 % de la dette salariale cumulée sont payés. La dette salariale s'élevait en septembre 1998 à 1700 roubles en moyenne par salarié de l'entreprise. En la matière, la crise d'août n'a pas eu d'effet. Mais les manifestations d'octobre 1998 ont permis de mobiliser la population sur ce thème déjà ancien.

Le paiement en nature des salaires s'est considérablement développé à RZP. Les salariés peuvent choisir la nature des biens qu'ils reçoivent. Ils ont surtout reçu des denrées alimentaires (conserves, pâtes alimentaires ou pain), et du matériel électroménager, des réfrigérateurs par exemple. Tous les salariés n'acceptent pas ce mode de paiement, d'autant qu'il est difficile d'écouler certains biens sur un marché très restreint comme Rybinsk (c'est le cas pour les biens électroménagers). De plus,

les salariés constatent qu'ils y perdent, les biens fournis en équivalent salaire étant évalués à des prix beaucoup plus élevés que ceux disponibles sur le marché. En revanche, des formes de compensation se sont généralisées et ont été acceptées par quasiment tous les salariés : il est possible de compenser les charges communales par la réduction d'une dette salariale. Ce genre d'accords entre firmes et collectivités locales se sont multipliés (notamment avec les représentants locaux des monopoles naturels[14]).

Les salariés de RZP constatent des discriminations importantes dans les non-paiements des salaires : il semble que la direction, les cadres de l'administration et des ressources humaines reçoivent leur paye en temps et en heure. Cela a entraîné une mobilisation importante en octobre 1998 mais les salariés ont moins protesté contre le gouvernement que contre la direction et les autorités locales, accusées de détournements de salaires.

Le cas de RM est différent. 22 000 employés y travaillent, les retards de salaires sont faibles (deux mois) et ne constituent que des retards. La baisse des effectifs est continue mais lente. La nouvelle direction a assigné à chaque service un objectif en pourcentage de réduction des effectifs. La crise s'est principalement répercutée sur les salaires, un gel de ceux-ci ayant été décrété depuis août. Le salaire a été fixé, pour un ingénieur, à l'équivalent en roubles de 45 dollars.

Malgré les phénomènes d'impayés et de chômage, les personnes interrogées constatent une augmentation importante des disparités salariales au sein de leur entreprise. Les salaires variaient de 1 à 4 en 1992, l'écart est désormais de 1 à 10. On peut noter qu'à l'époque communiste, les cadres des entreprises (juristes, comptables et directeurs) recevaient en moyenne le même salaire.

Il est difficile de procéder aux réductions d'effectifs aussi bien du point de vue financier que du point de vue légal. Le principe est qu'un ouvrier licencié doit recevoir l'équivalent de trois mois de salaire, ainsi que le règlement de la totalité de la dette salariale. Il reçoit ensuite une allocation chômage versée par les services de l'emploi. De nombreux salariés licenciés poursuivent leurs anciens employeurs pour obtenir les sommes dues et ont la plupart du temps gain de cause. Mais les allocations chômage ne sont pas versées à Rybinsk, ce qui explique que le taux de chômage officiel y soit faible (3 %). L'inscription au chômage ouvre pourtant des droits aux personnes en difficulté : une mère célibataire inscrite a par exemple la possibilité de ne pas payer la nourriture au jardin d'enfants ou de ne pas s'acquitter des charges communales.

Les licenciements sont scrupuleusement surveillés par les syndicats au sein de RM, en fonction du code du travail qui en fixe strictement les conditions. Quand la direction a voulu réduire l'équipe médicale de RM (et licencier une infirmière), les syndicats n'ont pas donné leur accord.

La question cruciale de l'héritage de la protection sociale assumée par les entreprises soviétiques reste un des éléments clés du processus social. Comme quasiment partout ailleurs en Russie, le processus de cession aux autorités locales des actifs sociaux possédés par les entreprises est lent et se heurte à des obstacles

[14] Les monopoles naturels en Russie sont au nombre de six, selon le Comité des biens d'Etat. Il s'agit d'UES, qui gère le réseau d'électricité sur toute la Russie, de Gazprom, qui produit l'essentiel et transporte l'intégralité du gaz russe, de Sviazinvest, entreprise de télécommunications, de Transneft, monopole des oléoducs de transport de pétrole, de Transneft Product qui produit les oléoducs et, enfin, du ministère des Chemins de fer.

financiers. La mairie de Rybinsk ou les autorités de l'*oblast* n'ont plus les moyens de les financer. Les personnes interrogées considèrent, lorsque les transferts réussissent, que les autorités locales gèrent mieux les actifs sociaux que les entreprises. La prise en charge du jardin d'enfant de RZP par la direction de la mairie a été considérée comme une bonne chose, sans doute en raison de la situation quasi désespérée de cette entreprise.

En matière sociale, RZP s'est péniblement débarrassé de la plupart de ses actifs : l'entreprise possédait au début des années quatre-vingt-dix onze jardins d'enfants, elle en a fermé dix et vient de céder le dernier à la ville, de même que l'hôpital qui lui appartenait. RM est au contraire généralement considéré comme *gorodobrazayouchie zavod*, qui peut se traduire par « usine principale qui soutient la ville ». Ce concept, très ancré dans l'esprit des salariés, évoque l'idée que l'entreprise qui fonctionne relativement mieux que les autres doit non seulement assumer la protection sociale de ses salariés, mais également celle de l'ensemble des habitants la ville. Depuis 1995, RM a certes dû se débarrasser de son camp de pionniers et de sa piscine. Mais la tendance semble s'être récemment inversée. L'entreprise prévoit un système d'accès à la propriété du logement, réservé à ses salariés. Ceux-ci paient 10 % du prix de vente immédiatement, le montant est ensuite prélevé régulièrement sur les salaires. A cet effet, depuis 1996, RM s'est lancé à nouveau dans la construction de logements, dont certains sont accessibles à tout habitant de Rybinsk. Elle possède également son institut de formation, son propre quartier dans la ville et a récemment construit une école.

Selon l'enquête, la crise d'août a eu des effets très limités sur la consommation de Rybinsk. Les ménages constatent en général une amélioration globale de l'approvisionnement depuis les débuts de la transition. La fin de la pénurie a contribué à fixer les ménages à Rybinsk. Auparavant, nombreux étaient les habitants Rybinsk qui avaient l'habitude de se rendre à Moscou, et dans une moindre mesure à Iaroslav, pour s'approvisionner. La crise a eu un effet direct sur les prix des produits importés, qui sont devenus inaccessibles depuis août. Quoiqu'il en soit, les personnes interrogées déclarent acheter peu de produits importés, guère plus de 10 % de la consommation courante. Ce chiffre est peut-être sous-estimé pour plusieurs raisons : d'une part, les consommateurs ignorent souvent qu'ils achètent des produits importés ; d'autre part un discours généralement admis – relayé par la presse – prétend que ces denrées sont de piètre qualité. On retrouve cette « schizophrénie » du consommateur à Moscou, où les gens déclarent spontanément ne consommer que des produits nationaux mais, en réalité, achètent plus de 50 produits de consommation importés.

Le gouverneur de l'*oblast* de Iaroslav a pris de spectaculaires mesures de contrôle des prix immédiatement après l'annonce du 17 août : un décret de septembre 1998 interdit aux détaillants d'avoir une marge dépassant 25 % du prix de gros. Les autorités ont également interdit la livraison trans-régionale de certains produits de première nécessité comme les œufs et les produits laitiers. L'inspection fiscale a été chargée du contrôle des prix sur les marchés alimentaires. D'après une inspectrice de Iaroslav, ce contrôle s'est rapidement révélé inefficace : les détaillants faisant valser les étiquettes de provenance, la marge n'est pas contrôlable. Il peuvent librement fixer le prix de gros en fonction du prix de détail auquel ils souhaitent vendre !

Sur le plan des biens de consommation, la dévaluation apparaît comme une opportunité. Une gérante de magasin de jouets déclare avoir complètement réorienté

son approvisionnement depuis le mois d'août en faveur des produits russes. Ceux-ci représentaient 10 % de son stock avant la crise, 50 % après. Elle déclare avoir été étonnée par la qualité des biens russes, même si ceux-ci sont moins concurrentiels que les produits d'Asie du Sud-Est notamment.

En revanche, la tendance lourde dans la consommation des ménages est l'augmentation de la part de l'autoconsommation. Officiellement, 93 % des ménages de Rybinsk possèdent un lopin de terre depuis 1988, date à laquelle la municipalité a cédé de nombreux terrains aux habitants[15]. La plupart des personnes interrogées déclarent que sans leur datcha, ils auraient de grandes difficultés d'approvisionnement. « Avant Eltsine, on se préoccupait peu de la datcha. Aujourd'hui, sans elle, les gens mourraient de faim » déclare une femme, ancienne ingénieur de RZP. Si, à la fin des années quatre-vingt, la part des produits venant de la datcha représentait 10 à 20 % des produits alimentaires, elle est aujourd'hui de 40 %. Les lopins de terre sont jugés de façon très ambiguë par les personnes interrogées. Ils sont devenus un élément vital pour tous, mais on reconnaît que la destruction des kolkhozes, qui a abouti à une parcellisation de l'agriculture, a tué la production. Quand, au moment de la privatisation, quatre hectares d'un kolkhoze ont été donnés à des *datchniki*, il n'y a eu aucune entente pour conserver l'unité du terrain. En outre, les engrais et les machines étant inaccessibles, les privatisations partielles ont orienté la production vers les pommes de terre.

Cet aperçu appelle un certain nombre de remarques quant à la persistance d'un consensus social :

– *A Rybinsk, la crise monétaire est vécue comme un épiphénomène qui s'est déroulé sur fonds d'une crise profonde, face à laquelle le pouvoir fédéral est impuissant.* Peut-être la crise a-t-elle réveillé un potentiel de protestation : les grèves d'octobre ont été globalement mieux suivies à Rybinsk qu'ailleurs.

– Le pacte social russe est fondé sur la déconnexion entre les évolutions de la production et les évolutions de l'emploi. *Cette préférence pour l'emploi est assez forte pour ne pas rester uniquement implicite* et c'est la conclusion la plus frappante de l'enquête. Des règles de droit sont là pour protéger les salariés et constituent un frein important au développement du chômage. Il est remarquable qu'on n'ait mentionné aucun procès intenté par des salariés en poste en vue du règlement d'une dette salariale, alors que les actions de chômeurs poursuivant leur ancien employeur se généralisent. Et, nous l'avons vu, le système juridique fonctionne en faveur des salariés. Cela contribue à considérer le licenciement comme la toute dernière méthode d'ajustement de l'emploi. Or, en Russie, peu de règles de droit s'appliquent réellement dans la pratique juridique. C'est précisément parce que, sur ce point, il y a accord

[15] Ces chiffres sont donnés par Elisabeth Gessat-Anstett, ethnologue, qui a étudié la manière dont les liens familiaux pouvaient constituer des réseaux extrêmement complexes et développés d'entraide et d'échanges à Rybinsk. Son analyse est une contribution essentielle à la réflexion sur le repli de la société russe sur la sphère privée comme moyen de protection face aux choc sociaux. A partir de ses travaux, il faut rappeler qu'à l'occasion de la crise d'août, les ménages mobilisent à nouveau ces réseaux mais que ceux-ci ont été élaborés non seulement depuis les débuts de la transition mais remontent pour certains à l'époque communiste, déjà caractérisée par un repli sur la sphère privée comme moyen de survie aussi bien culturelle qu'économique. (Conférence donnée dans le cadre du séminaire sur les réseaux en Russie à la Maison des sciences de l'homme, Ecole des hautes études en sciences sociales, "les réseaux familiaux à Rybinsk", le 10 février 1999). Voir aussi E. Gessat-Anstett (1997), *Sur les rives de Matioushka Volga : enquête sur les usages et les représentations de la parenté dans la province de Yaroslav*, Paris, EHESS, Thèse de doctorat en anthropologie et ethnologie.

entre les différents acteurs que le consensus en faveur de l'emploi peut se traduire juridiquement.

– La Russie ne peut pas être considérée comme une société sans normes. Toutefois, le consensus social – parce qu'il est accepté par défaut – est extrêmement fragile. Il ne peut résister à des effets de seuil qui sont frappants dans des cas comme celui de l'entreprise RZP. Si nous avons considéré, dans des textes précédents, que les impayés de salaire pouvaient s'interpréter comme des formes d'ajustement de l'emploi, l'arbitrage entre impayés et chômage n'est plus possible dans des situations extrêmes. Il y a donc des effets de seuil qui expliquent que le chômage progresse de manière très différente selon les régions voire les micro-régions[16]. Certaines entreprises cumulent impayés massifs *et* licenciement massifs. Dans ces situations limites, la solidarité entre salariés et directeurs d'entreprise explose. L'inégalité devant les salaires impayés est clairement un facteur d'érosion du pacte de solidarité. Les salariés constatent que le pacte social est fondé sur une forme d'exploitation des rentes par les intermédiaires. L'immunité des directeurs qui détournent les fonds de salaires est clairement perçue aujourd'hui, c'est un élément nouveau. Et s'il doit y avoir un conflit social, c'est moins entre le gouvernement fédéral et les salariés qu'il faut l'envisager qu'entre les autorités locales les équipes dirigeantes des entreprises d'un côté et les salariés de l'autre. Le fait que le pacte social ne remplisse pas ses objectifs pour la partie la plus touchée des salariés pose la question de sa viabilité à terme.

– Cette érosion palpable du consensus social – qui se traduit par un niveau de protestation bien plus élevé à Rybinsk qu'ailleurs – est contrebalancée par le mouvement symétrique de l'usine RM qui retrouve son rôle social de *Gorodabrozaiouchie zavod*. Le réinvestissement dans les actifs sociaux est une tendance qui a déjà été repérée dans des enquêtes régionales sur la protection sociale des entreprises [17].

– Dans ces cas de crise économique profonde, l'Etat fédéral n'est plus réellement partie prenante. Les personnes interrogées se sont presque fait une raison de son absence, et un ingénieur a déclaré que la crise d'août était un « processus naturel et peu surprenant ». L'Etat fédéral a déçu les attentes de la population, mais pas à cause de l'absence de lois ou de règles. En la matière, les autorités locales semblent, au moins à Rybinsk et à Iaroslav, s'être plus ou moins correctement substituées à l'Etat fédéral. Les personnes interrogées ont mentionné plusieurs procès en cours sans préjuger d'une issue défavorable pour le citoyen qui poursuivait, par exemple, un magasin ayant contrevenu au droit du consommateur.

La déception tient plutôt à la question du soutien à la production, l'Etat fédéral ayant « laissé brutalement tomber Rybinsk ». Cet abandon est jugé durement et contribue à alimenter un profond sentiment de déclassement, d'autant plus sensible que le complexe militaro-industriel, et les liens directs avec Moscou qu'il sous-entendait, conféraient aux habitants de Rybinsk un prestige énorme. Il n'y a pas de solution à terme pour tempérer ce sentiment conjoint d'abandon et de déclassement, et les

[16] Tatiana Chetvernina, spécialiste des questions de l'emploi au Centre d'étude des questions de l'emploi de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences à Moscou, utilise l'expression « micro-marchés du travail ».

[17] Voir notamment l'enquête sur la politique sociale des entreprises en Russie en 1995 et 1996 dans Lefèvre C. (1997).

jeunes habitants de Rybinsk le ressentent de façon particulièrement douloureuse. Si un ingénieur de RZP a vu son statut social décliner (vertigineusement), une jeune doctoresse qui vient de terminer ses études de médecine et qui prend son premier poste dans un hôpital de Rybinsk entre dans la vie active avec un statut social dévalorisé dès le départ.

2 – Moscou : derrière le miroir

La ville de Moscou compte 8,5 millions d'habitants et est un sujet à part entière de la fédération de Russie. Elle doit être distinguée de l'*oblast* de Moscou. La capitale dispose donc d'un parlement (35 députés élus pour 4 ans) et d'un gouvernement. Le maire Youri Loujkov, nommé par le président Eltsine à la suite de Gavril Popov (dont il fut l'adjoint en 1991-1992), a été réélu triomphalement en 1996. Il est clair que la situation de la ville se situe à l'opposé de celle de Rybinsk. Si le capitalisme a pris pied en Russie, il a d'abord conquis la capitale. Il est très difficile d'obtenir des sources statistiques fiables sur les régions russes. Toutefois, pour cerner un peu mieux la nature de la « réussite » moscovite, tentons de dégager certains grands traits du développement de la capitale russe, à l'aide des statistiques du Goskomstat.

Le capitalisme moscovite est avant tout fondé sur le développement spectaculaire du commerce et de la finance. On constate en effet une « moscovisation » très poussée de la finance russe : entre fin 1995 et début 1998, le poids des banques moscovites dans l'offre de crédit est passé de 60 à 80 %. Si, en 1996, l'offre de crédit réel chute globalement en Russie, les banques moscovites, elles, augmentent leur offre de crédit de plus de 40 %. Si au cours de la période 1995-1997, les taux d'intérêt régionaux ont tendance à être moins disparates, c'est en raison de ce mouvement important de moscovisation de la finance, les banques tendant à s'aligner sur les conditions moscovites.

La croissance du poids de Moscou dans l'ensemble du commerce de détail russe est également spectaculaire (*voir graphique 1*[18]). Stabilisé entre 1985 et 1992 à 12 % du total russe, il passe à 16 % en 1993 et à 29 % en 1998[19]. Il n'est donc pas étonnant de voir encore des provinciaux venir se ravitailler dans les grands marchés situés à la périphérie de la ville, bien souvent pour revendre les biens qu'il y acquièrent dans leurs propres villes et villages. Moscou est devenu un centre commercial – le premier de toute la Russie – à cause de la très mauvaise organisation du marché de détail dans le pays mais également parce que la richesse y est très concentrée. En outre, 78 % des investissements directs étrangers y sont centralisés, et la ville est la source de 40 % du revenu budgétaire fédéral total.

L'impôt est prélevé à Moscou avec beaucoup plus d'efficacité que dans le reste de la Russie. Le phénomène le plus remarquable est la monétarisation très marquée de la

[18] Les graphiques sont regroupés en annexe.

[19] Les statistiques régionales ont été récemment synthétisées dans une nouvelle publication du Goskomstat, au moins pour la période 1992-1995. La référence en est Goskomstat Rossii (1997), *Regiony Rossii ; Offitsial'noje izdanje, Informatsiono-statisticheskii sbornik*, Moscou, vol.1 et 2.

fiscalité moscovite. Selon les services fiscaux fédéraux, 58 % des impôts prélevés dans l'ensemble de la fédération pendant la période 1996-1997 l'ont été sous une forme non monétaire, alors que ce pourcentage était de 7 % pour la ville de Moscou.

Le revenu monétaire est donc très largement supérieur à celui de toute la Russie, et cette tendance s'est affirmée depuis les débuts de la transition. Selon le Goskomstat, le revenu monétaire moyen des ménages russes représentait 80 % du revenu monétaire moyen à Moscou en 1985, 22 % à la fin 1997. Mais à cette même date, le salaire moyen mensuel russe s'élevait à 67 % du salaire moscovite. Ainsi, la disparité est plus prononcée pour les revenus monétaires totaux que pour les salaires, ce qui indique qu'une partie croissante des revenus de la population de la capitale ne provient pas des salaires mais de revenus annexes, en général des revenus de l'eutreprenariat qui ont considérablement augmenté pour toute la Russie[20] mais de façon plus prononcée pour la capitale (*voir graphique 2*).

La différence est également très nette entre Moscou et le reste de la Russie en matière de monétarisation des échanges. Une simple photographie un an avant la crise financière (à la fin de l'année 1997) montre que, si la part de Moscou dans la production industrielle russe totale est de 3,6 %, elle ne représente que 1,3 % des impayés de salaires totaux et 2,7 % des impayés des entreprises. Une région comparativement riche comme la République du Tatarstan pèse à la même date 2,8 % dans la production industrielle russe totale mais 3,5 % dans les impayés de salaires totaux et 4,9 % dans les impayés des entreprises.

Moscou fait donc moins d'impayés que les autres régions de Russie. Cela tient avant tout à la spécialisation moscovite dans des secteurs relativement plus monétarisés comme le commerce, les services, la finance (secteurs qui sont les plus proches des consommateurs finaux). Toutefois, selon les enquêtes menées sur la région de Moscou, les entreprises des secteurs industriels subissent également fortement les contraintes de la démonétarisation.

Si Moscou est dotée du titre enviable de vitrine du capitalisme russe, elle le doit en partie au dynamisme de son maire Youri Loujkov. Celui-ci a bâti sa popularité sur une politique de développement local aux résultats en apparence spectaculaires si on en juge par le « lifting » que s'est offert la capitale à l'occasion de son 850ème anniversaire en 1997. Il est indéniable que l'on vit mieux à Moscou que dans le reste de la Russie, et le maire s'est souvent vanté qu'on y payait les salaires et les pensions en temps et en heure. Mais regardons de plus près la réalité de la politique industrielle moscovite.

Youri Loujkov s'est fait le chantre d'une autorité publique qui oriente les investissements et est même partie prenante de nombreux projets. D'abord dans les secteurs immobilier, financier et des infrastructures, puis progressivement dans l'industrie. Selon l'agence de *rating* IBCA, la ville emploie 43,5 % de la main-d'œuvre. L'idée de Youri Loujkov était que le développement de Moscou devait entraîner celui de toute la Russie, par le biais de commandes ou de participations. Ainsi, durant l'année 1998 et jusqu'à la crise, il a mené une remarquable offensive vers les régions. Il y a multiplié les visites, et les commandes de Moscou ont afflué vers certaines

[20] Les revenus de l'entreprenariat sont les revenus issus d'un emploi parallèle non salarié, comme l'importation de biens de consommation, la vente sur les marchés de détail, la gestion d'un kiosque... Selon le Goskomstat, la structure des revenus monétaires de la population s'est considérablement modifiée : le salaire, les transferts sociaux et les revenus de l'entreprenariat représentaient respectivement 70, 14 et 16 % du revenu en 1992. Début 1998, ces mêmes pourcentages s'élevaient respectivement à 47,9 ; 13,1 et 39 %.

entreprises clés. A Rybinsk, RM aurait ainsi reçu au début de 1998 des commandes de la capitale.

La présence de Sistema (la société financière proche de la ville[21]), de la mairie ou encore des relations proches de la mairie s'affirme, de manière peu transparente, dans le secteur commercial qui est une partie essentielle de la richesse moscovite. Par exemple, le commerce prospère des fleurs – toutes importées et dont les Russes raffolent – à la sortie du métro, appartiendrait à une seule personne apparentée au maire. Plus officiellement, la mairie a d'importants intérêts dans le secteur financier. Son bras armé est la Banque de Moscou, créée en 1994. Elle appartient en majorité à la ville. La banque a elle-même acquis 75 % des parts de Troïka-Dialog, une société d'investissement de grande taille, et elle gère 80 % des fonds de la ville. Très chargée en GKO[22] – à hauteur de 28 % de ses actifs – elle a, semble-t-il, été largement aidée par la Banque centrale après août 1998 pour faire face à ses problèmes de liquidité. La banque sert également à fournir les collatéraux des emprunts des autorités municipales et elle a accordé des prêts à la ville à plusieurs reprises.

La politique industrielle de Moscou s'exprime le mieux dans le secteur automobile, particulièrement présent dans la capitale avec les usines Moskvitch et Zil. Par exemple, c'est la mairie et non Moskvitch qui a été partie prenante dans la société mixte constituée avec Renault. La ville possède des actions dans 500 entreprises de la ville, dont 24 % dans l'industrie, 13 % dans le commerce et les restaurants et 8,5 % dans la construction. Elle possède l'actionnariat majoritaire dans 190 firmes. Elle est également propriétaire de nombreuses entreprises – dont Intourist, l'ex-monopole du tourisme soviétique, et la compagnie de téléphone de Moscou – à travers une Holding contrôlée par la mairie, Sistema.

Les actifs industriels de Moscou ont cependant peu rapporté, malgré une augmentation considérable de la production. Les automobiles Moskvitch, par exemple, se sont peu vendues. Fin 1998, les actifs industriels n'avaient rapporté que 7 millions de dollars de dividendes à la mairie alors qu'en 1998, avant la dévaluation, elle aurait acheté pour 138 millions de dollars d'actifs industriels. En ce qui concerne Zil, elle a produit 18 000 camions en 1997 et 11 000 lors des huit premiers mois de 1998 grâce à un prêt colossal de 60 millions de dollars consenti par la mairie. En réalité, cette production paraît surestimée. Suivant la tradition soviétique, la mairie a tendance à comptabiliser la production en sortie d'usine et non la production effectivement vendue. Or le nouveau modèle de camion « Bychok » de Zil est moins compétitif que la « Gazelle » de l'usine Gaz de Nijni-Novgorod. Il semble que les camions de Zil soient en grande majorité vendus soit directement à la mairie (à hauteur de 8%) soit à Moscou même (qui absorbe 55% de la production…). Le cas de Moskvitch est très similaire puisque, si le maire a conduit la cinq millionième voiture de l'usine sous l'objectif des caméras, il reste de nombreuses automobiles dans les stocks d'usines, souvent

[21]Cette société a été créée en 1994 et son actif est de 3 milliards de dollars en 1997. Le président en est Vladimir Yevtushenkov, un ami personnel de Youri Loujkov. Sistema est née de la Direction générale de la science et de la technique de la capitale. Cette société a d'abord bâti sa fortune sur le " trading " des produits pétroliers et l'importation de produits alimentaires – qui, avec l'appréciation réelle du rouble, fut une activité particulièrement profitable à Moscou. Selon *Le Monde*, Sistema emploie aujourd'hui 30 000 personnes et possède des parts d'une centaine d'entreprises dont MGTS, le réseau téléphonique moscovite qui compte plus de 4 millions d'abonnés.

[22]GKO : bons du Trésor à court terme, libellés en roubles.

inachevées ...

Tous les articles consacrés à la crise d'août à Moscou insistent sur le fait que les difficultés financières de la ville sont antérieures à la dévaluation. Dans sa série d'enquêtes sur la crise moscovite, le *Moscow Times* indique notamment que, pour les neuf premiers mois de l'année 1998, les revenus de la propriété immobilière étaient inférieurs de 30 % aux objectifs budgétaires locaux. Les baux à long terme qui constituaient une source majeure de revenus pour la ville ont commencé à être plus rares dès le début de 1998. Mais le mouvement s'est nettement précipité après le mois d'août : le prix des bureaux du centre-ville a chuté de plus de 30 % après août. La mairie de Moscou possède quasiment tous les hôtels du centre-ville et la déperdition a été importante dans ce domaine : le taux d'occupation, qui était de 70 % avant la crise, serait tombé à 50 % après. Ajoutons que le changement des règles fiscales sera lourd de conséquences pour Moscou : 20 % des revenus fiscaux moscovites viennent des contributions de grosses compagnies dont la maison-mère est à Moscou, comme Gazprom ou Lukoil. Selon le nouveau code fiscal, ces compagnies devront payer leurs impôts dans leur région d'origine – là où leurs actifs sont localisés – et non sur le lieu de leur siège social. Or, à titre d'exemple, Gazprom aurait versé 1,2 milliards de dollars d'impôts au budget de Moscou en 1997.

Le budget de la ville a été durement touché par le choc d'août : les revenus auraient chuté de 50 % et un budget d'urgence a été voté pour le quatrième trimestre de l'année, en particulier parce qu'il a fallu faire face au gel des fonds de la ville détenus par des banques en quasi-faillite. Pour les neuf premiers mois de l'année, les revenus de la fiscalité ont été de 9 % inférieurs aux niveaux planifiés. Les dépenses du quatrième trimestre ont été gelées à hauteur de 15 % des dépenses projetées. Mais ce budget officiel cache une grande majorité des revenus qui passent par des fonds extra-budgétaires appartenant à la ville et qui interviennent dans de nombreuses opérations concernant l'immobilier, les finances et les services commerciaux. Selon de nombreuses agences de *rating*, le budget réel de la ville serait ainsi de 30 à 40 % plus élevé que son budget officiel. Enfin, en 1999, le gouvernement de la ville prévoit une augmentation des paiements d'impôts par compensation : selon le ministre des Finances de la capitale Youri Korosteliov, les règlements non monétaires pourraient atteindre 30% [23].

Le choc dans le secteur réel a été beaucoup plus vif à Moscou que dans le reste de la Russie. Les statistiques manquent toutefois pour illustrer ce point. Selon le comité statistique de la ville de Moscou, la production industrielle aurait chuté de 18 % en octobre 1998 par rapport à octobre 1997, alors que cette chute a été de 11,1% pour la production industrielle russe totale. Ce chiffre ne comprend pas le secteur des services, très présent à Moscou et durement atteint par la dévaluation et la chute du pouvoir d'achat qu'elle a entraînée. La crise a atteint l'emploi moscovite. Les firmes ont réduit les salaire de 50 à 60 %[24]. Le nombre de chômeurs officiels (inscrits dans les services de l'emploi) s'établit à la fin de l'année 1998 à 50 000, soit une augmentation de 70 % en six mois[25]. Le commerce de détail, l'un des secteurs les plus dynamiques de la capitale, a subi un choc violent à la suite de la crise. Selon une étude sur

[23] Entretien donné à Reuters le 21 janvier 1999.

[24] Voir sur ce point l'article des *Izvestja* ; Savin A. (1998).

[25] Voir le dossier du magazine *Itogui* ; Rosenberg I. (1998).

échantillon de la publication *Russian Economic Barometer*[26], 40 % des firmes commerciales de Moscou auraient subi des « pertes substantielles ».

Tout comme l'Etat fédéral, la ville de Moscou s'était considérablement endettée en dollars en 1997 et 1998 et les paiements sont devenus difficiles par suite de la dévaluation. La mairie a largement fait savoir que le remboursement de sa dette extérieure « constituait une priorité budgétaire pour 1999 ». Le paiement des intérêts représente 10% des dépenses planifiées, soit 135 millions de dollars dont 100 millions en coupons d'euro-obligations et 35 millions en intérêt sur un prêt syndiqué. La ville avait en effet procédé à trois euro-émissions :

Date d'émission	Date d'échéance	Montant
Mai 1997	31/05/2000	500 millions USD
Avril 1998	09/04/2001	500 millions DM
Mai 1998	18/05/2001	400 milliards lires

Source : Agence Financière pour la CEI – Ambassade de France à Moscou

Pour le moment, il semble que, adoptant la même stratégie que l'Etat fédéral[27], la mairie ne souhaite pas faire défaut sur ces euro-obligations. Mais le poids des intérêts de la dette va peser lourd dans les futures orientations de la mairie et donc considérablement freiner la politique de rayonnement hors Moscou projetée.

Au total, ces éléments épars concernant l'économie locale de Moscou appellent une série de remarques :

- L'autorité de la mairie illustre remarquablement les contradictions de la puissance publique russe. Il s'agit non seulement de protéger les Moscovites des chocs sociaux de la transition, mais également de préserver une position privilégiée dans la dégradation sociale générale. Le débat sur les charges communales a parfaitement illustré cette option protectionniste : au printemps 1997, le Premier vice-premier ministre de l'époque, Boris Nemtsov, a mis en place une vaste réforme des tarifs communaux. Or la mairie de Moscou s'est opposée au principe d'augmentation progressive de la part des charges supportée par les ménages, arguant qu'à Moscou, le coût d'entretien des immeubles était bien plus élevé (quasiment le double) que dans le reste de la Russie. Un compromis a finalement été trouvé, après un affrontement violent entre Youri Loujkov et Boris Nemtsov : la mairie a accepté que les ménages prennent en charge, à terme, 100 % du coût des services communaux, mais selon un calendrier plus étalé que dans le reste du territoire.

Dans cet affrontement, Moscou a pu se permettre de s'opposer au principe d'une réforme fédérale parce qu'elle était autonome financièrement. Mais, avec un revenu

[26] Menshikh S. et Yakovlev A. (1998).

[27] En effet, si l'Etat fédéral a fait défaut sur sa dette en GKO le 17 août 1998 et qu'un défaut est probable sur sa dette aux clubs de Londres et de Paris (à la date de la rédaction de cette *Etude*, aucun défaut officiel n'a encore été déclaré par les investisseurs, mais il y a bien défaut technique puisque les impayés s'accumulent depuis décembre 1998 sur cette dette publique), il veut remplir ses engagements sur les euro-obligations émises pour préserver sa capacité à terme de lever des fonds en devises à l'aide de ce mode de financement.

cinq fois supérieur à l'époque à celui du reste de la Russie, l'argument financier du maire n'était pas crédible. Cette faculté à résister à des ajustements dictés par le pouvoir fédéral a été fragilisée par la crise d'août : au mois de décembre 1998, en raison des difficultés budgétaires, les autorités moscovites ont annoncé une augmentation immédiate de 50 % du prix de l'eau et de 30 % de celui de l'électricité pour juillet 1999. Le maire a lui-même annoncé que la mairie procéderait à d'importantes coupes dans les subventions au logement…

Dans son attitude vis-à-vis des réformes structurelles, la mairie de Moscou a eu une attitude extrêmement pragmatique. Elle a rejeté les réformes qui pouvaient permettre de jeter les bases d'un fédéralisme plus équitable, mais elle a devancé le niveau fédéral en matière de privatisations parce que, de manière générale, l'enjeu de la vente et de la possession privée de la terre servait sa stratégie rentière. En dépit du fait qu'il n'y a pas de loi fédérale permettant la propriété privée de la terre en Russie – les députés communistes et agrariens s'y sont fermement opposés malgré des tentatives de la présidence et du gouvernement en 1996 – un décret de la ville donne le droit aux entités privées d'acheter la terre, dans certaines partie de la capitale (dites zones spéciales) et sous le contrôle étroit des autorités locales. Le but est d'attirer à nouveau les investisseurs étrangers à Moscou. Cette nouvelle législation a été largement stimulée par la crise d'août, puisque le décret en question a été adopté en décembre 1998.

– Malgré ces avancées, la gestion de la politique industrielle locale a des traits étonnamment soviétiques : option de production et non de rentabilité, opérations systématiques de prestige, non-prise en compte de la demande… Cela ne constitue en rien une exception. De manière générale, les autorités régionales qui ont eu les moyens de faire un semblant de politique industrielle ont opté pour des méthodes très proches de la politique industrielle de l'époque soviétique.

Cette attitude renvoie à un problème de fond : le rejet systématique du changement social – aussi bien en termes de baisse des effectifs que de modification de l'organisation du travail – fait que les grandes entreprises sont poussées à produire avec de nouveaux moyens financiers (des prêts bonifiés) sans que cette injection de liquidité soit accompagnée d'une restructuration de grande ampleur. Malgré les apparences, Moscou illustre parfaitement les difficultés profondes de la transition : un secteur tertiaire qui connaît une importante croissance et un secteur industriel qui, malgré quelques rares exceptions, a différé les restructurations. La vitrine moscovite a pu faire illusion parce que la mairie a opéré une réelle redistribution entre les secteurs en croissance – les gains de l'immobilier ou du commerce évoqués plus haut – et le financement de l'investissement. *Elle avait la volonté politique de le faire – pour promouvoir la carrière politique de Youri Loujkov – et elle en avait la capacité financière car, contrairement au reste de la Russie, le secteur tertiaire pouvait jouer le rôle de locomotive de la croissance*. Mais, même dans cette situation favorable, la réticence à restructurer est un frein considérable au développement. C'est pourquoi Moscou est dans une situation fragile. Malgré l'afflux de capitaux et de richesses, l'injection de liquidité n'a pas été l'occasion d'entreprendre des restructurations massives.

A beaucoup d'égards donc, on retrouve à Moscou les caractéristiques institutionnelles du capitalisme rentier qui caractérise les « élus » de la transition russe : l'absence de transparence et la force des règles implicites sont des modes de régulation et plus seulement des modes de protection. Les conflits ouverts entre l'Etat

fédéral et la mairie de Moscou ont souvent tourné autour des enjeux de la transparence, de la diffusion de l'information et des modes d'attribution de la propriété. Le pouvoir moscovite jouit d'une légitimité forte et s'apparente à celle d'un Etat. Les objectifs qui apparaissent contradictoires au niveau national sont plutôt mieux assumés par la mairie de Moscou, et ce pour une raison évidente. Le désir de préserver les équilibres sociaux y est mieux mis en œuvre que par l'Etat fédéral.

– Moscou a été particulièrement touchée par la crise d'août, pour les mêmes raisons qui ont fait son succès avant l'été 1998. La chute du rouble a frappé son économie très monétarisée de plein fouet. Très insérés dans les pratiques de marché, les Moscovites ont relativement peu développé le repli sur des régulations privées qui a amorti les chocs sociaux dans le reste de la Russie.

3 – Une société recomposée ?

Dans les deux villes étudiées, la crise ne semble pas avoir profondément modifié les stratégies de réforme ni les comportements d'adaptation. Il est bien tôt pour tirer des conclusions générales, mais nous pouvons tenter de donner quelques pistes en ce qui concerne la manière dont la crise redistribue les cartes de la société russe.

A/ L'Etat fédéral et les pouvoirs locaux : quelle redistribution ?

On a vu dans le cas de Rybinsk que les pouvoirs locaux ont pris des initiatives pour freiner les conséquences de la crise. Dans toutes les régions, Moscou comprise, ces initiatives ont été de deux types : un contrôle des prix sur le marché de détail et une surveillance accrue du commerce transrégional, allant dans certains cas jusqu'à l'interdiction temporaire. Rybinsk est donc très représentative de la majorité des régions, et du caractère inefficace et temporaire des mesures prises par les pouvoirs locaux.

Rares sont les cas extrêmes d'affrontement direct avec le pouvoir fédéral. A cet égard, le cas de la Yakoutie est assez intéressant : le président Nikolaev a décidé unilatéralement la rétention des réserves d'or qui devaient être transférées vers la Banque centrale à Moscou. Cette décision spectaculaire n'est pas le prélude à l'émission d'une monnaie yakoute, c'est une mesure de rétorsion à l'égard d'un pouvoir central jugé incapable de remplir sa mission d'approvisionnement des régions du Nord. La Yakoutie fait en effet partie des régions retirées qui ne peuvent être approvisionnées que quelques mois par ans. Les autorités locales estiment qu'elle ne dispose aujourd'hui que de 40 % des biens alimentaires qui lui sont nécessaires et de 50 % des réserves pétrolières indispensables à son fonctionnement. Cette mesure est donc représentative de l'ambivalence des avancées régionales récentes, conséquences de la crise, en matière de pouvoir économique : elles ne rompent le contrat que si elles estiment que le pouvoir central ne remplit pas ses obligations, obligations qui sont pour ces régions des questions de survie.

Tous les exemples montrent que l'intervention des pouvoirs régionaux dans la régulation économique ne procède pas d'une volonté de rupture ni d'une stratégie élaborée d'autonomisation. Nombreuses sont les études de terrain et les analyses qui convergent pour décrire l'ambivalence des autorités régionales à l'égard du pouvoir

central. Jean-Charles Lallemand écrit, en conclusion de son étude sur Briansk et Smolensk : « L'examen des comportements des élites dirigeantes provinciales montre que leur consolidation actuelle sous la forme d'une forte autonomisation n'entraîne pas de véritables espaces publics régionaux, susceptibles de prendre le relais d'un pouvoir central déliquescent. Les mesures d'urgence prises contre la crise en septembre 1998 ne changent rien à cela »[28]. Anne Le Huérou, dans son étude sur la ville d'Omsk, tire sensiblement la même conclusion : « Il s'agit moins d'une prise de pouvoir des régions sur le centre (…) que de mesures de sauvegarde face à ce qui est vécu comme la déliquescence du centre. Pour la plupart des régions d'ailleurs, cet affaiblissement n'est pas un avantage mais un poids supplémentaire »[29].

Si l'Etat fédéral déçoit, c'est bien qu'il suscite une attente considérable[30]. La politique macroéconomique et ses instruments d'intervention sont sans nul doute les grandes victimes de la crise d'août. La politique monétaire semble aujourd'hui dans une phase d'attente. Une politique extrêmement restrictive paraît être, dans la situation actuelle, la seule alternative, et ce pour trois raisons. La première est que la défiance envers la monnaie reste importante : tout rouble émis pourrait se répercuter sur le taux de change. La seconde tient au fait que la destruction d'une partie du système financier rend encore plus difficile le transit des flux financiers. Le fait que le système financier détourne une partie des flux n'est pas un phénomène nouveau[31] et cela renvoie au fait que les banques commerciales sont chargées de la gestion des fonds d'Etat et ont donc toujours freiné la constitution d'un Trésor public. Enfin, les impayés dus aux phénomènes de détournement de la liquidité risquent d'être stimulés par la création monétaire.

Sur le plan budgétaire, on retrouve les mêmes blocages. Il apparaît difficilement concevable que la politique budgétaire ne se conduise pas selon le principe de caisse – on ne dépense qu'en fonction des recettes encaissées – en raison de l'incapacité à financer un déficit même marginal. Ainsi, domine depuis le mois d'août une situation d'attente de redéfinition de la politique économique, attente qui se prolonge en raison de l'absence de marge de manœuvre du gouvernement fédéral.

Les régions n'offrent aucune stratégie alternative élaborée à cette défection temporaire mais prolongée du pouvoir central. Pourtant, la redéfinition d'un pacte institutionnel pour reformuler les relations entre le centre et les régions apparaît essentiel. Certes, aucun des acteurs ne souhaite s'aventurer dans cette remise à plat institutionnelle périlleuse. Le risque n'est donc pas d'assister à des ruptures politiques violentes sur le modèle tchétchène : les responsables locaux n'en veulent pas. A l'occasion de la crise et du retrait progressif de l'Etat fédéral de certaines régulations fondamentales – la stabilité de la monnaie notamment – « une désintégration douce » selon l'expression de Nikolaï Petrov[32], chercheur à la fondation Carnegie de

[28] Lallemand J.C. (1998), p. 15.

[29] Le Huérou A. (1998), p. 15.

[30] C'est en partie la thèse défendue dans Facon I. (1998).

[31] En l'absence de Trésor public, ce sont les banques commerciales qui ont la responsabilité des fonds de salaires publics et également de certaines entreprises privées ou semi-publiques. Ainsi, elles " gèrent " les délais de paiement et préfèrent placer ces fonds plutôt que les affecter en temps et en heure.

[32] Conférence donnée au CERI le 16 novembre 1998, séminaire sur les régions de Russie organisé par

Moscou, peut prévaloir : les régions prendraient ainsi progressivement en charge les domaines d'intervention abandonnés par l'Etat fédéral.

L'absence de l'Etat donne lieu aussi au renouvellement de solidarités qui vont nettement dans le sens du fractionnement. La transition russe s'est caractérisée par l'augmentation considérable des inégalités régionales. La crise a remis au goût du jour la tentation de la contestation – qui n'a jamais disparu – du pacte de redistribution fédérale des rares régions contributrices nettes au budget. Les gouverneurs de Samara, Saint-Pétersbourg et Nijni-Novgorod se sont réunis à Samara à la fin du mois de septembre 1998[33]. Elles ont demandé que 50 % de leur excédent budgétaire reste au niveau régional, que le nombre de régions subventionnées soit réduit et enfin que le droit de coordonner les activités de certains instruments du pouvoir fédéral comme la police et l'inspection fiscale soit donné aux régions. Une « solidarité des riches » peut facilement s'organiser : sans document formel, les régions s'engagent à ne pas entrer en compétition entre elles. Le gouverneur de Samara, notamment, est prêt à abandonner un projet de production d'autobus pour se fournir à l'usine d'autobus de Nijni-Novgorod.

Si ce type de rencontres a peu de chances de donner des résultats concrets, elle est très significative d'un mouvement de recherches de nouvelles solidarités, qui ne tiennent pas compte de l'Etat fédéral. Un autre exemple frappant – et concret celui-là – est celui de l'orientation nettement régionaliste des monopoles naturels que l'on observe depuis août. Avec le retrait de l'Etat fédéral, les entreprises comme Gazprom ou UES, la compagnie nationale d'électricité, apparaissent en effet particulièrement actifs : début novembre 1998, Gazprom a organisé une grande réunion avec de nombreux responsables locaux dans la région autonome des Yamalo-Nenets (région d'extraction du gaz et fief de Gazprom) et signé des accords de restructuration des dettes régionales au cas par cas, région par région, de façon bilatérale. UES opte exactement pour la même stratégie. Un accord a d'ailleurs été signé entre la ville de Moscou et Gazprom en novembre 1998, dans lequel la ville s'engage à payer à temps les livraisons de gaz non réglées par la compagnie moscovite de distribution du Gaz (Mosenergo). Selon cet accord, la dette de Gazprom à l'égard de la ville sera payée par acomptes.

La victoire d'une économie atomisée semble se profiler, avec l'émergence de nouveaux acteurs unificateurs qui ne sont pas purement politiques, comme les monopoles naturels, ou le retour en force de l'autre pouvoir politique de la Russie, les régions. La crise d'août et la faillite de l'Etat fédéral n'ont fait qu'accélérer un mouvement déjà en marche depuis les débuts de la transition. Mais sans stratégie élaborée de développement, ce mouvement s'accompagne d'une confirmation des régulations économiques de la transition. Les réactions des régions sont à cet égard parlantes : seul le repli apparaît comme la solution face à la crise, précisément parce que, dans un espace géographique plus grand que celui des villes ou des régions, on ne peut rien prévoir. C'est aussi pour cette raison que la définition d'une stratégie de politique économique semble si importante : sans elle, le repli est la seule solution raisonnable si l'environnement extérieur apparaît trop instable.

M. Mendras.

[33] Perla A. (1998).

B/ Les oligarques abattus ?

Le renvoi par le président Eltsine, début mars 1999, de Boris Berezovsky, jusqu'alors secrétaire exécutif de la Communauté des Etats Indépendants, semble une victoire importante du Premier ministre Evgeni Primakov contre les oligarques. Crier victoire semble toutefois prématuré? Ajoutons que si Boris Berezovsky est une personnalité importante du point de vue médiatique, la réalité de son pouvoir reste très difficile à mesurer.

La crise d'août a démasqué un secteur bancaire exsangue, incapable de faire face à ses engagements, en quasi-faillite virtuelle. Sous l'impulsion de son nouveau gouverneur Viktor Gerashenko, la Banque centrale a publié, en octobre 1998, un plan de restructuration qui divise le secteur bancaire en 4 groupes :

– Les banques « rescapées » (860), peu exposées en GKO, qui peuvent être soutenues par des prêts visant à assurer leur liquidité.

– Les banques « en difficulté » mais qui peuvent être sauvées (400). Ce sont, pour la plupart, des banques régionales. L'Etat pourrait entrer dans le capital de certaines d'entre elles si nécessaire, ou renforcer sa présence.

– Les banques « vitales » en grande difficulté mais dont la fermeture recèle un fort risque de système en raison de leur taille (15 banques de grande taille)

– Les banques « non essentielles » (275) qui doivent être liquidées dans le courant de l'année 1999.

Le secteur bancaire est l'un des rares domaines dans lequel le gouvernement fait montre d'une stratégie concrète arrêtée. Il se heurte pourtant à plusieurs difficultés.

Les banques aujourd'hui en défaut ne sont plus que des coquilles vides. L'Oneximbank ou la Menatep, pour citer les deux établissements les plus typiquement « oligarchiques », ont été vidés de tout sauf de leurs dettes. Dès avant le 17 août, les banquiers ont transféré dans des structures opaques les actifs industriels lors de ce que de nombreux interlocuteurs à Moscou appellent « la semaine de la corruption ». Ces transferts se sont faits sans que la Banque centrale intervienne et ont été rendus possibles par le moratoire décrété le 17 août : pendant trois mois, les banques russes n'avaient pas à faire face à leurs obligations en terme de remboursements d'engagements en devises.

Si l'on veut analyser l'absence de réaction de la Banque centrale, on se heurte à une grande difficulté qu'il faut replacer dans le contexte plus général de l'autorité publique en Russie, telle que nous l'avons analysée dans notre première partie. On a vu qu'il ne suffit pas de décrypter les relations entre le système bancaire et la Banque centrale comme l'histoire d'un lobby financier émergent qui résiste à une autorité régulatrice. Ne doit-on considérer le moratoire que comme la réponse d'un Etat fédéral faible aux pressions du lobby bancaire ?

L'histoire de l'endettement bancaire russe en 1997 et 1998 a une composante publique très importante : les banques se sont d'abord endettées en devises sous la forme d'euro-obligations ou de crédits syndiqués prélevés sur le marché financier international, ce qui leur permettait de faire un avantageux arbitrage de taux en replaçant ces fonds sur le marché des GKO. Mais c'est surtout hors bilan que l'exposition au risque de change est importante : jusqu'au début de l'année 1998, les investisseurs non résidents sur le marché des GKO passaient obligatoirement par un système de couverture contre le risque de change assumé par la Banque centrale. La libéralisation du marché des GKO implique que les investisseurs passent à partir du

début 1998 par les banques commerciales pour leurs achats à terme de dollars. Ainsi, pour les banques commerciales russes, ces « forwards » (contrats à terme) constituent une nouvelle source de profit, reposant sur l'engagement de change fixe de la Banque centrale. Gilles Walter écrit : " Les banques commerciales s'engagent pourtant sans retenue dans cette stratégie car elles considèrent que le cours du rouble sera soutenu à n'importe quel prix par la Banque centrale " (p. 12). Il explique également que les banques commerciales se sont couvertes avec d'autres banques russes et bien souvent avec des institutions financières de moindre réputation.

Pourtant, au cours des années 1996 et 1997, la Banque centrale a appliqué plus fermement la réglementation prudentielle. Cette fermeté s'est traduite d'ailleurs dans les faits puisque le nombre de banques en activité est passé de 2 600 à 1 800 entre 1994 et début 1998. La Banque centrale a créé un pôle de surveillance de quelques grandes banques sélectionnées appelé Operu-2. Il est donc improbable que la Banque centrale n'ait pas eu d'informations sur cette montée dangereuse de l'exposition des banques russes au risque de change, notamment à la mi-1998, alors que la possibilité d'une dévaluation était âprement discutée dans la presse russe. Non seulement la Banque centrale savait, mais elle a certainement joué un rôle d'incitateur en raison du rôle stabilisateur de ces contrats à terme sur les entrées de capitaux de non-résidents. On peut parler de « stratégie du *endgame* » de la part des autorités monétaires qui ont volontairement fermé les yeux et ont par là-même contribué au désastre[34].

On a tendance à surestimer la capacité de la nouvelle équipe à rompre avec ce type de pratique de collusion. On clame encore l'impuissance des autorité monétaires face au jeu actuel des banquiers. Depuis la crise, les grandes banques devenues illiquides renaissent sous de nouveau noms, oubliant derrière elles leurs obligations envers les déposants et les créditeurs étrangers[35]. L'Oneximbank se cache aujourd'hui derrière la Rosbank. W. Potanin est directeur du holding financier Interos. Il contrôle la Rosbank de la même façon qu'il contrôlait l'Oneximbank. La Menatep (directeur : M. Khodorkovsky) s'est aujourd'hui transférée à la Menatep-Saint-Petersbourg par une opération de vente de ses parts dans ce qui était une filiale de Yukos-Rossprom, le holding gouverné par Menatep… La SBS-Agro (directeur : A. Smolensky) devrait changer de nom pour devenir « Soyouz » et a transféré également ses actifs dans une petite banque, la Société de crédit mutuel. La Rossiskii Kredit a également obtenu le droit de la Banque centrale de transférer ses actifs dans une nouvelle structure, l'Impex Bank.

Toute ces banques opèrent selon un double processus : elles transfèrent leurs actifs liquides dans des structures parallèles et évitent de faire face à leurs obligations soit envers les déposants (les clients de SBS-Agro se sont vus offrir des agro-bonds[36] en guise de remboursement de leurs dépôts) soit envers les créditeurs étrangers (l'Oneximbank vient de faire défaut sur les coupons de son euro-obligation…).

---

[34] En effet, avant le début de l'année 1998, les investisseurs non résidents étaient obligés de passer par la Banque centrale pour se couvrir contre le risque de change. La libéralisation du marché des GKO transfère la charge des contrats à terme sur le secteur bancaire privé. La Banque centrale préfère alors fermer les yeux sur l'exposition croissante au risque de change qu'entraînent ces contrats à terme pour les banques russes car ceux-ci sont indispensables pour que les étrangers acceptent de détenir des GKO.

[35] Voir sur ce point le remarquable article de S. Rao (1999) paru dans le *Moscow Times*.

[36] Dette titrisée de la part des sujets de la Fédération de Russie auprès de l'Agroprom Bank. Des défauts régionaux sur ces titres ont été déclarés dès le début de l'année 1998.

La presse russe s'est faite l'écho de la négligence de la Banque centrale confrontée à ce phénomène. Certains considèrent qu'elle est due à son impuissance à agir contre les financiers. Mais beaucoup d'observateurs estiment que c'est toujours la même relation incestueuse qui continue, et ce indépendamment des joueurs. Le capitalisme de prédateur n'est pas mort avec la crise d'août, et pour cause : c'est l'autorité publique qui aurait dû porter des coups fatals aux oligarques. La seule crise financière ne peut nettoyer le secteur financier russe, selon des « mécanismes de marché » qui n'ont jamais fonctionné. Au choc d'août, les oligarques montrent une remarquable faculté d'adaptation, à laquelle le projet de réforme du secteur bancaire est une réponse pour le moins insuffisante.

C/ Les ménages russes face à la crise

L'impact de la crise sur les ménages à Moscou et à Rybinsk a été évoqué. Plus généralement, on peut faire les remarques suivantes.

Les ménages sont les premières victimes de la spoliation de l'épargne. Ce n'est guère étonnant si on se souvient du coût social élevé de la transition, qu'ils ont subi en majorité. Premiers touchés par les impayés, ils subissent les conséquences de la démonétarisation : soit, dans certains cas limites, les salaires ne sont pas du tout ou peu payés et il faut alors trouver un emploi d'appoint dans l'économie parallèle, soit les salaires sont payés en biens – souvent sans rapport avec les prix du marché – et il leur faut ensuite trouver un moyen de les transformer en argent. Insistons encore sur le fait que le coût social de la transition est très inégalement réparti sur toute la population. Mais d'une manière générale, elle a accepté de façon plus ou moins passive de payer le prix fort à la crise, d'une part parce qu'elle préfère encore la situation présente à l'incertitude des changements, d'autre part en s'adaptant selon des mécanismes – notamment de repli sur la sphère privée – qui ont permis de limiter l'impact de ces chocs.

Les réactions suscitées par la crise confirment ce constat : selon une étude de chercheurs de l'IMEMO[37], 47 % des ménages interrogés ont tenté de retirer leurs roubles des banques après le choc d'août 1998. 25 % des personnes interrogées y sont parvenues, 10 % n'ont obtenu qu'une partie de la somme, 12 % n'ont rien reçu. Selon la Banque centrale, les dépôts dans les banques commerciales ont chuté de 40 % dans les trois mois suivant la crise d'août et de 12 % à la Sberbank dans les deux mois suivant août. Les dépôts à la Sberbank ont ensuite presque rattrapé leur niveau de début août, notamment en raison de la décision de transfert des dépôts de certaines banques à la Sberbank *(voir graphiques 3 et 4)*.

Naturellement, la crise a provoqué une défiance profonde des particuliers envers le système bancaire : si 46 % des ménages étaient prêts à confier leur épargne aux banques commerciales (Sberbank incluse) avant la crise, ce chiffre n'est plus que de 29 % après le 17 août. Cette enquête confirme donc que les devises restent à plus de 50 % le mode d'épargne favori des ménages.

Globalement, revenus monétaires, salaires et pensions ont chuté de 40 % en termes réels en un an entre 1997 et 1998. Mais les revenus en général ont baissé légèrement moins que les salaires et pensions. Ainsi, pour la population ayant des revenus

[37] Belyanova E. et Nikolaenko S. (1999)

annexes, les mécanismes de correction n'ont joué qu'à la marge. Il y a donc eu une très faible compensation salariale à la hausse des prix. Pour les titulaires de pensions, le choc a été particulièrement violent. Ceux qui ne sont pas pris en charge par leurs familles et peu insérés dans les mécanismes de survie – possession d'une datcha, revente de biens sur les marchés – ont payé le prix fort à la crise. C'est encore un aspect déjà connu des répercussions sociales de la transition que l'on retrouve : les personnes âgées isolées ou les femmes seules avec enfant, c'est-à-dire les moins insérées dans l'économie parallèle, qui vivent des revenus fixes de la protection sociale, ont vu leur niveau de vie le plus sévérement atteint (*voir graphiques 5 et 6*).

Les impayés de salaires ont connu une augmentation vertigineuse immédiatement après la crise, doublant en termes réels pour le secteur privé et le secteur public. Ce choc des impayés est avant tout une conséquence de la crise de liquidité et du blocage de nombreux fonds de salaires (publics ou privés) détenus dans des banques illiquides. Si la tendance s'est inversées après septembre, il reste que le niveau des impayés de salaires demeure globalement beaucoup plus élevé rapporté à celui de l'année précédente, ce phénomène étant particulièrement important pour les impayés dus par l'Etat : en pourcentage des impayés de salaires totaux, on passe en un an de près de 12 à 25 % pour les impayés publics (*voir graphique 7*).

CONCLUSION

Les cas particuliers étudiés et les statistiques vont tous dans le sens d'une implantation durable de l'économie de transition et d'un risque majeur d'enlisement. Il est commun de lire que la crise d'août sanctionne les aberrations d'un libéralisme non contrôlé. Pourtant l'économie russe n'a rien d'une économie libérale, même si l'Etat y semble très en retrait. Bien au contraire, la crise d'août sanctionne les contradictions de ce système et accentue les traits caricaturaux d'une économie dans laquelle les disparités sociales vont en s'accentuant.

La solution pour sortir de l'ornière doit sans nul doute venir des instances politiques et également des acteurs sociaux. Le Premier ministre bénéficie d'une grande popularité et d'un appui de la Douma qui peuvent lui permettre d'agir. Mais sa marge de manœuvre est étroite, compte tenu des faibles capacités de l'Etat fédéral à intervenir dans l'économie et la société, certainement un des legs les plus dommageables de la crise. Le fait de laisser aujourd'hui, malgré l'agitation des campagnes médiatiques, les oligarque bâtir ailleurs leur fortune ne préjuge pas d'un rétablissement rapide de la puissance publique, seule voie de sortie de ce système économique dont nous avons décrit les contours.

Le faible niveau de protestation des salariés n'aide finalement pas non plus à sortir de l'état de crise permanente : il est la preuve d'un désengagement croissant de la population hors de l'espace public et de toutes les formes d'organisation qui expriment le sentiment d'appartenance à la société. De plus en plus absente, la puissance publique finit par décourager et plus rien ne compte que le présent et l'immédiatement

proche. Des syndicats corrompus et mal organisés ne peuvent servir de relais à la population. Comme l'échec relatif des grèves d'octobre l'a montré, celle-ci reste réticente à aller défiler sous la bannière communiste.

Plus le temps passe, moins on peut espérer voir la société s'organiser pour réagir – que ce soit sous la forme de l'Etat tapant du poing sur la table ou sous celle de la mise en place d'un collectif de grève. Opacité, inégalité et *statu quo* risquent donc, eu égard à la façon dont la société a ressenti l'onde de choc du mois d'août, de demeurer les normes explicitement ou implicitement en vigueur dans l'économie russe pour encore quelques années[38]_

[38]L'auteur remercie Elena, Victor et Alexeï Petrov sans qui la partie consacrée à Rybinsk n'aurait pas pu être rédigée et Tania Sollogoub pour son aide précieuse. Il reste toutefois entièrement responsables de ses propos. Tous les chiffres et graphiques sont d'origine Goskomat (Comité d'Etat aux statistiques de la fédération de Russie) sauf mention contraire.

Bibliographie

Aslund A., Boone P. et Johnson S. (1996), « How to stabilize : Lessons from post-communist countries », *Brookings Papers on Economic Activity*, vol.1, pp. 217-313.

Belyanova E. et Nikolaenko S. (1999), « Mobilization of Households Savings : Background for policy recommendations », Paper for Tacis-Ace Project, 16 p.

Boex J. et Martinez-Vasquez J. (1998), « Fiscal Decentralization in the Russian Federation : Main trends and issues », World Bank, mimeo, 145 p.

Duparc A. (1999), « Iouri Loujkov et "Sistema", ou l'archétype de l'oligarchie moscovite », *Le Monde*, 26 février, p. 2.

Expert (1998), « Rating Rossijskih Regionov », (« Rating des régions de Russie »), 19 octobre, n°39, pp. 19-40.

Facon I. (1998), « Quelle politique régionale pour la Russie ? », *Perspectives Stratégiques*, journal de la FED et du CREST, n°40, août-septembre, pp. 2-5.

Gaddy C.G. et Ickes B.W. (1998), « Russia's virtual economy », *Foreign Affairs*, septembre-octobre.

Graves A. et Talypova N. (1998), « Les projets de développement de la ville de Moscou », *Les Etudes du poste d'expansion économique de Moscou*, Direction des relations économiques extérieures, juin,128p.

Goskomstat (1997-1998), *Sotsial'no ekonomitcheskoe polozhenje Rossii* (Situation économique et sociale de la Russie), Moscou, 2 volumes.

Goskomstat (1997), *Regiony Rossii ;*

Offitsial'noje izdanje (Les régions de Russie : données officielles), Informatsiono-statisticheskii sbornik, Moscou, tomes 1 et 2.

Kozyrev M. et Skliarov S. (1998), « Moskovkij Stil » (Le style moscovite), *Expert*, 26 octobre, n°40, pp. 36-38.

Lallemand J.C. (1998), « Les élites dirigeantes dans les deux régions frontières de Briansk et Smolensk », document de travail, communication à la journée du CERI du 20 octobre, groupe d'étude consacré aux régions de Russie, animé par Marie Mendras, 15 p.

Lefè
vre C. (1997), « Gestion, main-d'œuvre et politique sociale des entreprises en Russie en 1995 et 1996 », Direction de la coordination statistique et des relations internationales, document de Travail, INSEE, n° D9703, septembre, 131 p.

Le Huerou A. (1998), « Consolidation des élites régionales à Omsk, lieux et modes d'exercice du pouvoir 1995-1998 », document de travail, communication à la journée du CERI du 20 octobre, groupe d'étude consacré aux régions de Russie animé par Marie Mendras, 19 p.

Menshik S. et Yakovlev A. (1998), « Wholesale market after the shock, preliminary results », *The Russian Economic Barometer*, vol. VII, n°4, pp. 21-25.

Mesnard M. (1999), « Financement, contrôle et émergence des groupes dans la Russie en transition », Mimeo, article présenté au colloque « Les transitions chaotiques », Université d'Amiens, 11 février, 29 p.

Peach G. (1998), « Moscow and the financial crisis », *The Moscow Times*, 8 décembre, pp. 15-17.

Perla A. (1998), « Regionalnyi Oultimatoum Moskve » (Ultimatum des régions à Moscou), *Kommersant*, 24 septembre.

Rao S. (1999), « Hot new banks are same old oligarchs », *The Moscow Times*, 20 février, p. 1-2.

Reynolds G. (1998), « Property crash undermining city's revenues », *The Moscow Times*, 8 décembre, p. 19.

Rosenberg I. (1998), « Kadry ne rechajout nitchevo » (« Les cadres ne décident de rien »), *Itogui*, 22 septembre, pp. 14-20.

Sapir J. (1998), *Le Krach russe*, La Découverte, coll. Repères.

Sgard J. (1997), *Europe de l'Est : la transition économique*, Flammarion, coll. Dominos.

Sgard J. et Zlotowski Y. (1999a) « Quelles règles du jeu économiques pour la Russie ? ", La lettre du CEPII n°176, février.

Sgard J. et Zlotowski Y. (1999b) « Economie politique du désastre, le choc d'août 1998 en Russie », *Critique Internationale*, n°3, printemps, à paraître.

Savin A. (1998), « Sochlanitsja li v nachej strane srednii klass ? » (« La classe moyenne sera-t-elle préservée dans notre pays ? »), *Izvestja*, 31 octobre.

Suppel R. (1998), « Russia : Rebuilding the banking system », *Economic Research Note*, JP Morgan, 30 octobre, 2 p.

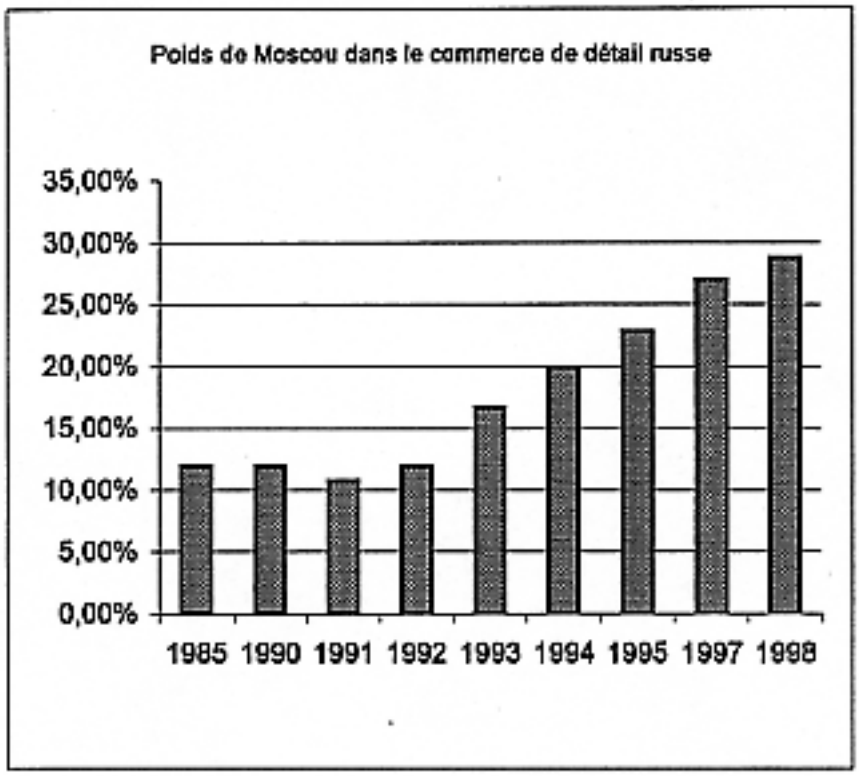
Walter G. (1999), « Le secteur bancaire russe avant et après la crise », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 437, février.

Zlotowski Y. (1998), « La crise des paiements en Russie : expression d'un consensus social ? », *Les Etudes du CERI* n°43, août.

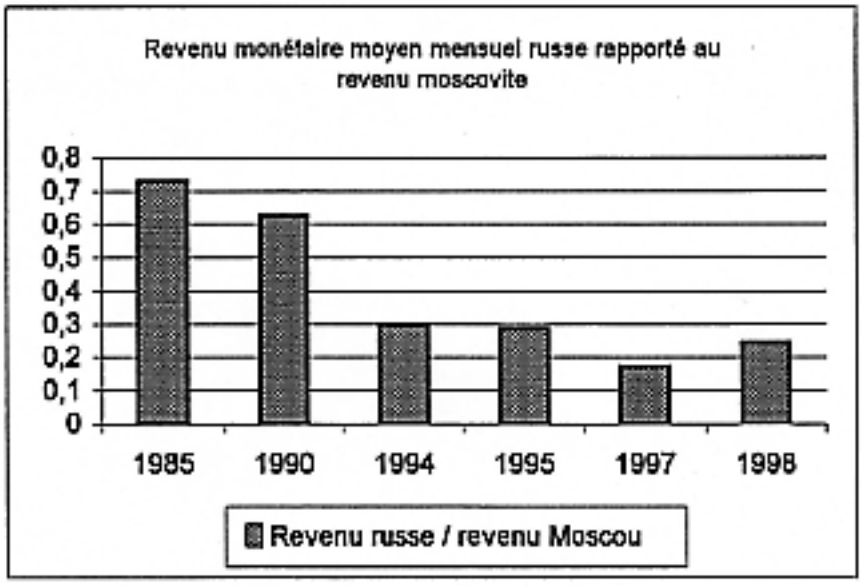
G r a p h i q u e s

Tous les chiffres et graphiques sont d'origine Goskomat

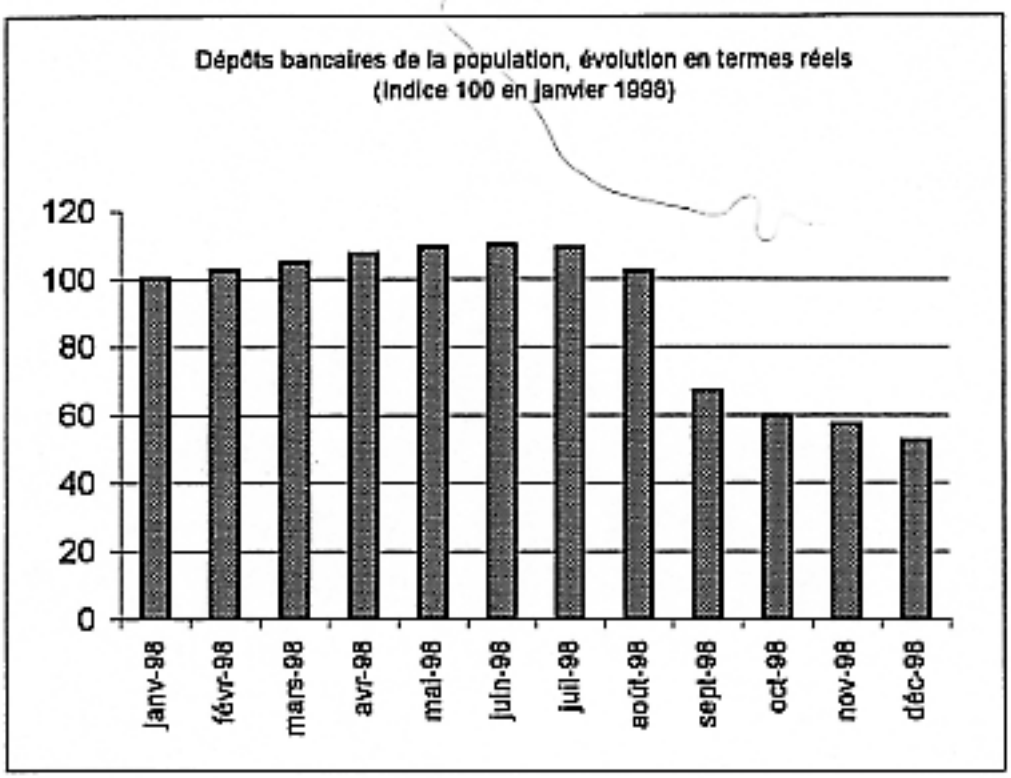
Graphique 1



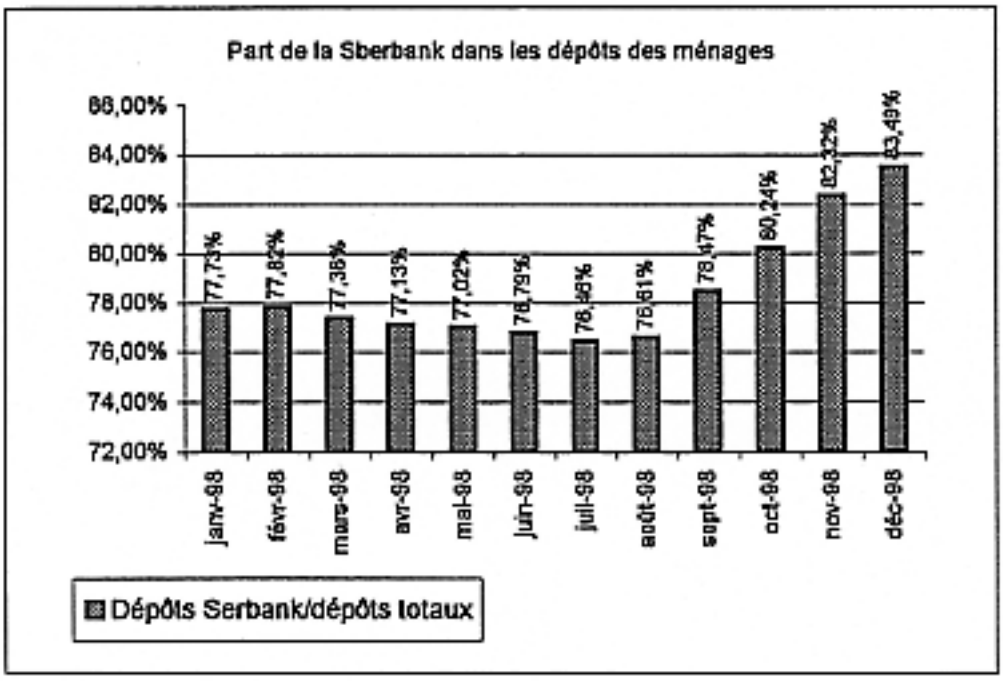
Graphique 2



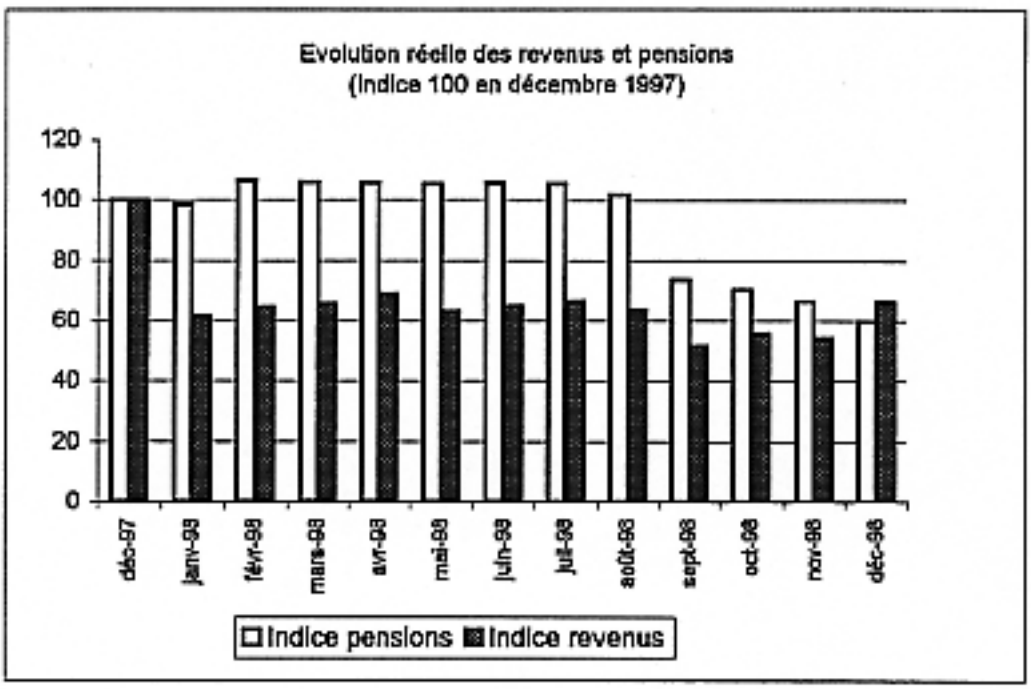
Graphique 3



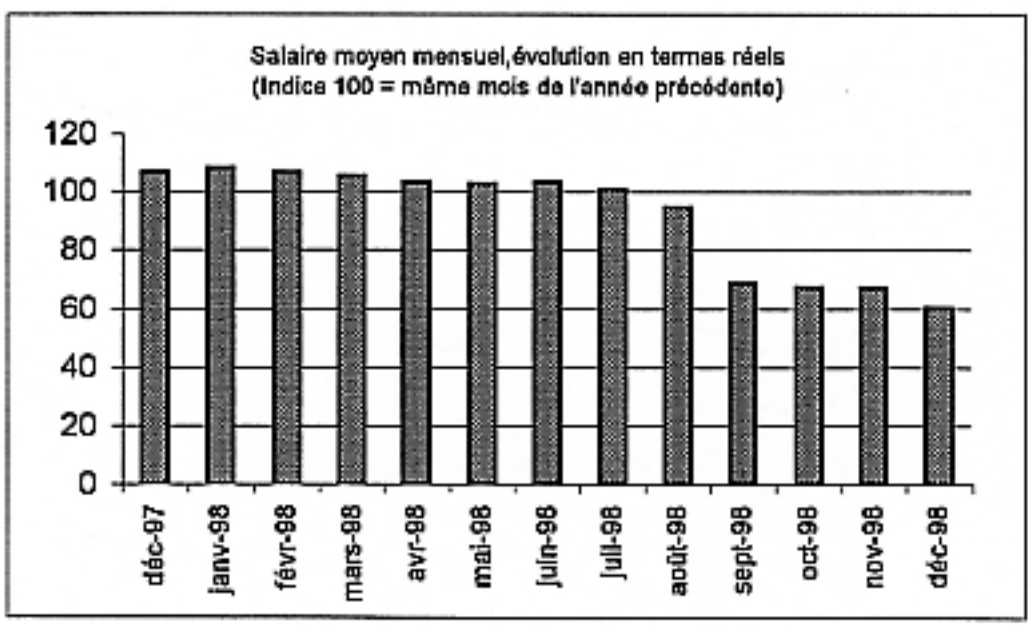
Graphique 4



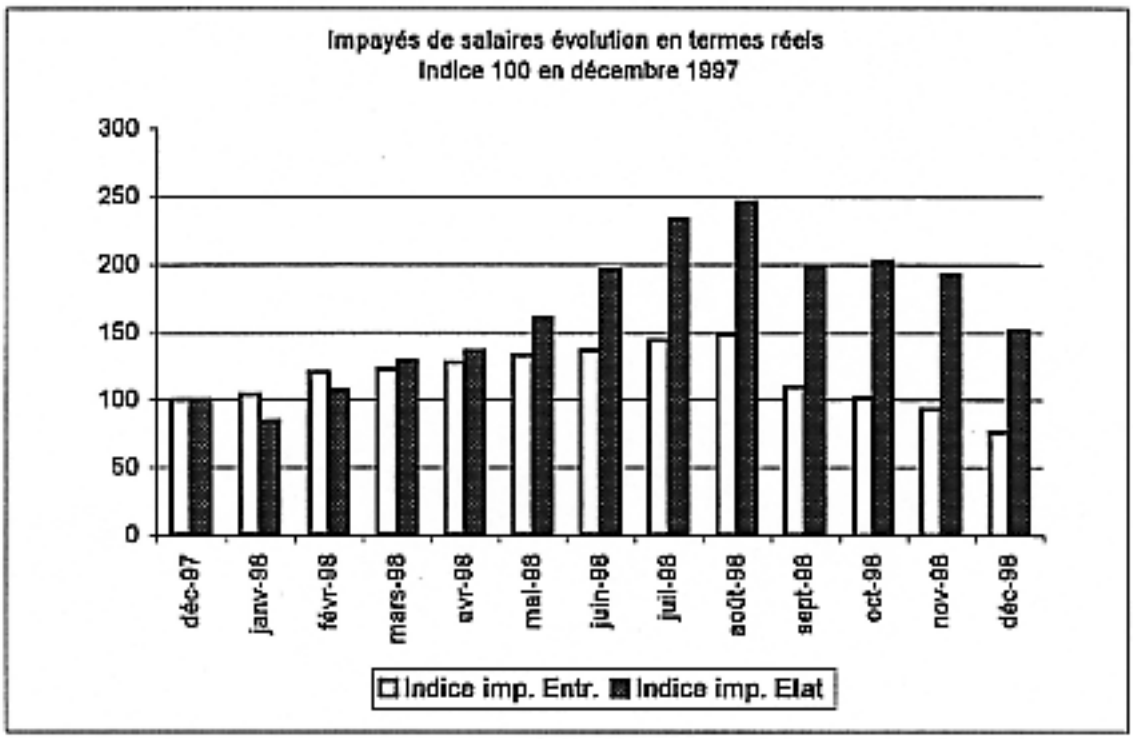
Graphique 5



Graphique 6



Graphique 7


Impayés de salaires évolution en termes réels
Indice 100 en décembre 1997
300
250
200
150
100
50
0
déc-97
janv-98
févr-98
mars-98
avr-98
mai-98
juin-98
juil-98
août-98
sept-98
oct-98
nov-98
déc-98
Indice imp. Entr.
Indice imp. Etat